



**BANQUE DE LA REPUBLIQUE
DU BURUNDI**

**RAPPORT DU COMITE DE
POLITIQUE MONETAIRE**

Premier trimestre 2017

Juin-2017

LISTE DES ACRONYMES	2
RESUME ANALYTIQUE	3
1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL	5
1.1. Croissance du PIB mondial	5
1.2. Commerce mondial	6
1.3. Evolution des prix dans le monde	7
1.4. Politique monétaire dans les pays développés	9
1.5. Principaux indicateurs macroéconomiques des pays de la CEA	9
CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI	12
2.1. Production et prix	12
2.2. Secteur extérieur	13
2.2.1. Commerce extérieur	13
2.2.2. Balance des paiements	15
2.2.3. Evolution des avoirs extérieurs	16
2.2.4. Opérations sur le Marché Interbancaire de Devises (MID)	17
2.3. Finances publiques	17
2.4. Secteur monétaire	20
2.4.1. Réserves des banques et taux d'intérêts	20
2.4.2. Base monétaire	22
2.4.3. Masse monétaire et ses contreparties	23
2.4.4. Politique monétaire	25
2.5. Situation du secteur bancaire et stabilité financière	25
2.5.1. Evolution de l'activité bancaire	25
2.5.2. Qualité du portefeuille	27
2.5.3. Adéquation du capital	29
2.5.4. Rentabilité du secteur bancaire	31
CONCLUSION ET MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE	32
LES ANNEXES	34

LISTE DES ACRONYMES

AFSS	: Afrique Sub-Saharienne
AEN	: Avoirs Extérieurs Nets
AIN	: Avoirs Intérieurs Nets
BCE	: Banque Centrale Européenne
AEF	: Banques et Etablissements Financiers
BIF	: Franc Burundi
BRARUDI	: Brasserie du Burundi
BRB	: Banque de la République du Burundi
CEA	: Communauté Est Africaine
FMI	: Fonds Monétaire International
ISTEEBU	: Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi
KES	: Shilling Kenyan
M2, M3	: Masse Monétaire
MBIF	: Million de Francs Burundi
Mds	: Milliards
MFBP	: Ministère des Finances, du Budget et de la Privatisation
MID	: Marché Interbancaire de Devises
MUSD	: Millions de dollars américains
MW	: Mégawatt
OCDE	: Organisation de Coopération et de développement Economiques
OMC	: Organisation Mondiale du Commerce
OPEP	: Organisation des pays producteurs du pétrole
PIB	: Produit Intérieur Brut
PNP	: Prêts non performants
REGIDESO	: Régie de Production et de Distribution des Eaux et d'Electricité
ROA	: Return On Assets (Rendement des actifs)
ROE	: Return On Equity (Rendement des fonds propres)
RWF	: Franc Rwandais
TZS	: Shilling Tanzanien
UGX	: Shilling Ougandais
USD	: Dollar Américain

RESUME ANALYTIQUE

La croissance économique mondiale enregistrée au cours des deux derniers trimestres de 2016 s'est poursuivie au premier trimestre 2017 dans plusieurs pays, mais à un rythme modéré. Cependant, en glissement annuel, la croissance s'est accélérée aussi bien dans les pays de l'OCDE qu'en Chine, en rapport notamment avec l'affermissement de la demande mondiale et la bonne tenue des cours des produits de base.

Le commerce s'est intensifié en raison de la reprise de l'activité économique mondiale. L'inflation a augmenté dans la plupart des pays développés sous l'effet principalement de la hausse des prix du pétrole et des matières premières non énergétiques.

En 2017, la croissance devrait s'accélérer aussi bien dans les pays développés que dans les pays émergents et en développement, en raison de l'affermissement de la demande mondiale, de la hausse des prix des produits de base, de la politique budgétaire américaine expansionniste et de la poursuite de la politique de rééquilibrage économique en Chine.

La croissance en Afrique subsaharienne resterait en deçà des niveaux enregistrés au cours des cinq dernières années, plusieurs pays étant confrontés à des déficits budgétaires élevés, à la baisse des réserves internationales et à la sécheresse.

L'activité économique de la CEA s'améliorerait en 2017, le taux de croissance projeté est de 6,3 contre 6,1% en 2016, suite à la stabilité macroéconomique et aux investissements publics et privés. L'inflation a augmenté dans tous les pays de la CEA au cours du premier trimestre 2017, en liaison avec une baisse de la production agricole consécutive à une longue saison sèche qui a sévi dans la région.

Au Burundi, l'évolution de certaines productions des secteurs primaire et secondaire montre une baisse du niveau d'activité au premier trimestre 2017. En effet, la production trimestrielle du thé sec a chuté de 26,8% par rapport à la même période de l'année précédente, suite à la mauvaise pluviosité, et l'indice de la production industrielle a diminué. En revanche, l'activité et le trafic au Port et à l'Aéroport International de Bujumbura se sont sensiblement intensifiés.

Le taux de croissance annuelle du PIB en 2017 est estimé à 2,5 contre 1,7% en 2016. Cette accélération de la croissance est liée à celle du secteur tertiaire. L'inflation pourrait se fixer à 12,5

contre 5,5 % en 2016, en liaison avec principalement la hausse des prix des produits alimentaires due à la sécheresse qui a détruit une grande partie de la récolte.

La balance des paiements a enregistré un besoin de financement (solde du compte courant et de capital) moins élevé que celui du même trimestre de 2016, en liaison avec l'amélioration du compte de capital (+10.825,6 MBIF), le déficit du compte courant s'étant détérioré (-159.709,5 contre -154.612,5 MBIF). Les réserves de changes officielles ont augmenté de 4,4%, passant de 95,35 à 102,25 MUSD, couvrant 1,7 mois d'importations de biens et services, contre 1,4 mois le trimestre précédent.

Le déficit budgétaire s'est amélioré par rapport au trimestre correspondant de 2016, revenant de 78.823,1 à 26.953 MBIF, suite à l'effet conjugué de l'augmentation des recettes et de la diminution des dépenses. Ce déficit a été principalement financé par l'endettement intérieur qui a augmenté de 2,7%, passant de 1.374,8 à 1.411,9 Mds de BIF.

Les réserves des banques commerciales se sont améliorées au premier trimestre 2017 par rapport au quatrième trimestre 2016, passant de 13.504 à 40.585 MBIF. En conséquence, les banques ont réduit leur recours au refinancement de la Banque Centrale. Cependant, les taux d'intérêts du marché monétaire ont augmenté. En glissement annuel, la base monétaire s'est accrue de 42,7%, cette croissance a été d'origine aussi bien interne qu'externe.

Le total bilan du secteur bancaire a augmenté de 9,4% par rapport à la même période de l'année précédente. Les dépôts de la clientèle ont progressé tandis que les crédits à l'économie ont baissé. Le secteur bancaire est resté solide et a respecté les normes réglementaires et prudentielles. Bien que le portefeuille crédit se soit davantage détérioré, le secteur bancaire est demeuré suffisamment capitalisé. Toutefois, la rentabilité du secteur bancaire a baissé suite principalement à l'augmentation des provisions.

1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

1.1. Croissance du PIB mondial

La croissance économique mondiale enregistrée au cours des 2 derniers trimestres de 2016 s'est poursuivie au premier trimestre 2017 dans plusieurs pays, mais à un rythme modéré. En effet, le taux de croissance économique s'est établi à 0,4 contre 0,7% dans les pays de l'OCDE, et à 1,3 contre 1,7% en Chine. En revanche, en glissement annuel, la croissance s'est accélérée aussi bien dans les pays de l'OCDE (2,0 contre 1,7%) qu'en Chine (6,9 contre 6,7%), en rapport notamment avec l'affermissement de la demande mondiale et la bonne tenue des prix de produits de base.

Aux Etats-Unis, l'activité économique du premier trimestre 2017 a ralenti par rapport au trimestre précédent (0,2 contre 0,5%), suite principalement à la baisse de la consommation. En glissement annuel, le taux de croissance s'est établi à 1,2 contre 1,6% à la même période de 2016.

Dans la Zone euro, en dépit du Brexit et de l'incertitude liée aux élections en France, la croissance s'est fixée à 0,5% comme au trimestre précédent et s'est maintenue à 1,7% en glissement annuel. Cette croissance a été tirée par la reprise de la demande intérieure et extérieure suite au contexte international favorable.

Au Japon, l'économie a enregistré un rythme de croissance plus rapide au cours du premier trimestre 2017 (1,6 % en glissement annuel contre 0,5% au en glissement trimestriel), en liaison avec la reprise de la demande mondiale.

En Chine, la croissance a davantage rebondi au premier trimestre 2017 (6,9 contre 6,7% au trimestre correspondant de 2016), en liaison notamment avec les investissements publics, le dynamisme du secteur immobilier et le regain des exportations.

Tableau 1: Croissance du PIB (en %)

	Glissement trimestriel		Glissement annuel	
	4ème trim. 2016	1ème trim. 2017	1ème trim. 2016	1ème trim. 2017
Total-OCDE	0,7	0,4	1,7	2
Etats-Unis	0,5	0,2	1,6	1,9
Zone Euro	0,5	0,5	1,7	1,7
Japon	0,3	0,5	0,5	1,6
Royaume-Uni	0,7	0,3	1,6	2,1
Chine	1,7	1,3	6,7	6,9

Source : OCDE, Statistiques février 2017

L'activité économique mondiale s'accélérait en 2017 (3,5 contre 3,1 %), en rapport principalement avec l'affermissement de la demande, la hausse des prix des produits de base, la politique budgétaire américaine expansionniste et la poursuite de la politique de rééquilibrage économique en Chine. La croissance devrait s'accélérer aussi bien dans les pays développés (2,0 contre 1,7%) que dans les pays émergents et en développement (4,5 contre 4,1%).

L'Afrique subsaharienne devrait enregistrer de bonnes performances en 2017 (2,6 contre 1,4%), en liaison principalement avec l'amélioration des prix des produits de base et la diminution des effets de la sécheresse dans certains pays. Cependant, cette croissance resterait en deçà des niveaux tendanciels des cinq dernières années, du fait que plusieurs pays, surtout ceux qui sont pauvres en ressources naturelles, sont confrontés à des déficits budgétaires élevés, à la baisse des réserves de change ainsi qu'aux problèmes de financement du secteur privé.

1.2. Commerce mondial

Le commerce mondial s'est amélioré au cours du premier trimestre 2017. En effet, l'Indicateur du Commerce Mondial (WTOI) de l'OMC (102,0 contre 100,9) montre une croissance plus rapide des volumes du commerce des marchandises. Les indicateurs de l'évolution du commerce, dont le fret aérien, les ventes d'automobiles, les commandes à l'exportation et l'expédition de conteneurs ont enregistré de solides progressions.

Le commerce mondial pourrait augmenter de 3,8% en moyenne en 2017 contre 2,2% en 2016, en liaison avec la reprise économique mondiale. Toutefois, ces performances pourraient être contrebalancées par un certain nombre de risques importants. Il s'agit notamment de l'opposition à la mondialisation croissante et de la montée des mouvements politiques populistes qui appliqueraient des mesures commerciales protectionnistes.

Tableau 2 : Croissance du commerce mondial (en %)

	2016	2017
Commerce mondial des marchandises	2,2	3,8
Exportations		
Economies avancées	2,1	3,5
Economies en développement et émergentes	2,5	3,6
Importations		
Economies avancées	2,4	4
Economies en développement et émergentes	1,9	4,5

Source : OMC, novembre 2016

1.3. Evolution des prix dans le monde

1.3.1. Prix des matières premières

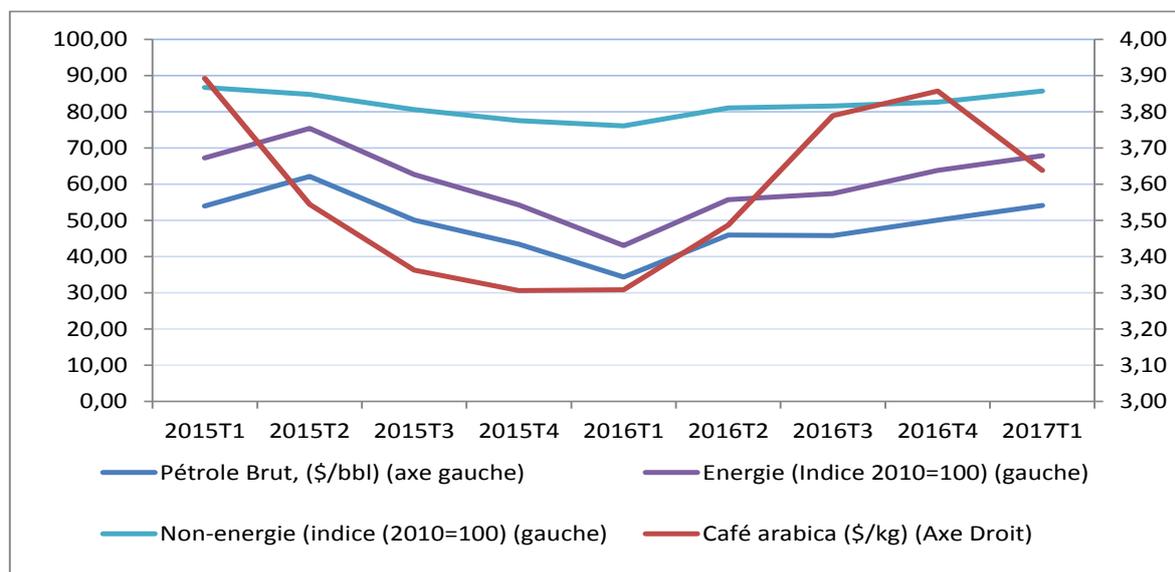
Au premier trimestre 2017, les cours du pétrole brut ont progressé de 8,1%, avec un prix moyen de 54,12 contre 50,08\$/bbl au quatrième trimestre 2016, suite à l'accord entre les pays de l'OPEP de réduire la production.

Les prix de certains produits non énergétiques, dont le thé à Mombasa (2,82 contre 2,43\$/kg), ont également enregistré une hausse des prix, tandis que d'autres, notamment ceux du café (3,64 contre 3,86\$/kg), ont connu une baisse.

Globalement, l'indice des prix de l'énergie a progressé de 7,1% au cours du premier trimestre 2017, passant de 63,4 à 67,9 sous l'effet principalement de la hausse des prix du pétrole. L'indice des prix des matières premières non énergétiques s'est accru de 3,6%, passant de 82,7 à 85,7 sous l'influence de la hausse des prix de ses principales composantes.

Concernant les perspectives, les prix pourraient garder une tendance haussière, l'indice de l'énergie augmenterait de 25,7% et celui des matières non énergétiques de 4,0%.

Graphique 1 : Prix des matières premières



Source: Banque Mondiale, Prix des matières premières, Avril 017

1.3.2. Evolution de l'inflation

Au premier trimestre 2017, l'inflation a enregistré une évolution contrastée dans le monde, suite à la hausse des prix des produits de base. Elle s'est accrue dans les pays avancés notamment aux Etats-Unis (2,5 contre 1,80% au dernier trimestre 2016), dans la Zone euro (1,8 contre 0,7%) et s'est stabilisée à 0,3% au Japon. En revanche, l'inflation a baissé dans certaines économies émergentes, comme en Chine (1,4 contre 2,2%).

Tableau 3: Inflation en glissement annuel (en %)

	T1-2016	T4-2016	T1-2017
Chine	2,13	2,17	1,40
États-Unis	1,08	1,80	2,54
Japon	0,03	0,33	0,30
Zone euro	0,04	0,74	1,76
OCDE - Total	0,98	1,55	2,38

Source : www.OECD.Stat

Pour toute l'année 2017, l'inflation devrait atteindre 2,0 contre 0,8% en 2016 dans les pays avancés. Dans les pays émergents et en développement (hors Argentine et Venezuela), l'inflation

devrait passer de 4,4 à 4,7% en 2017, en rapport principalement avec la hausse des prix des produits de base.

1.4. Politique monétaire dans les pays développés

Au premier trimestre 2017, les banques centrales des pays avancés, à l'exception de la Réserve Fédérale américaine, ont globalement maintenu leurs politiques monétaires accommodantes pour soutenir la reprise de l'activité économique et maîtriser la déflation.

Aux Etats-Unis, la Réserve Fédérale a relevé son principal taux directeur d'un quart de point au mois de mars 2017, un resserrement de sa politique monétaire dicté par la diminution du taux de chômage. Le taux de refinancement se situe désormais entre 0,75% et 1,0%. Elle prévoit deux nouvelles hausses de taux en 2017.

Dans la Zone euro, la BCE a poursuivi les achats de titres et prévoit prolonger ces achats, à raison de 60 milliards d'euros nets par mois, d'avril à décembre 2017 et compte les réduire en 2018. Les taux d'intérêt des opérations principales de refinancement, de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt sont restés inchangés, s'établissant à respectivement 0,00%, 0,25% et -0,40%.

La Banque du Japon (BOJ) a gardé inchangée sa politique monétaire accommodante pour stimuler le crédit et prévoit de la maintenir pour lutter contre la déflation, l'objectif étant d'atteindre une hausse des prix de 2%. Elle a également décidé de poursuivre son programme de rachats massifs d'actifs d'environ 80.000 milliards de yens par an, tout en le modulant pour que le taux des obligations d'Etat à 10 ans se situe autour de zéro.

1.5. Principaux indicateurs macroéconomiques des pays de la CEA

L'activité économique de la CEA s'améliorerait de 6,3% en 2017 contre 6,1% en 2016. Cette performance serait liée notamment à la stabilité macroéconomique et aux investissements publics et privés. Les pays membres de la CEA ont réalisé en 2016 des taux de croissance variant entre 4,7 et 6,6%, à l'exception du Burundi dont le taux de croissance s'est fixé à 1,7% en 2016 contre une décroissance de 0,3% en 2015. Les projections montrent que les pays de la CEA vont garder leur dynamisme de l'activité économique en 2017.

Tableau 4 : Croissance du PIB dans les pays de la CEA (en %)

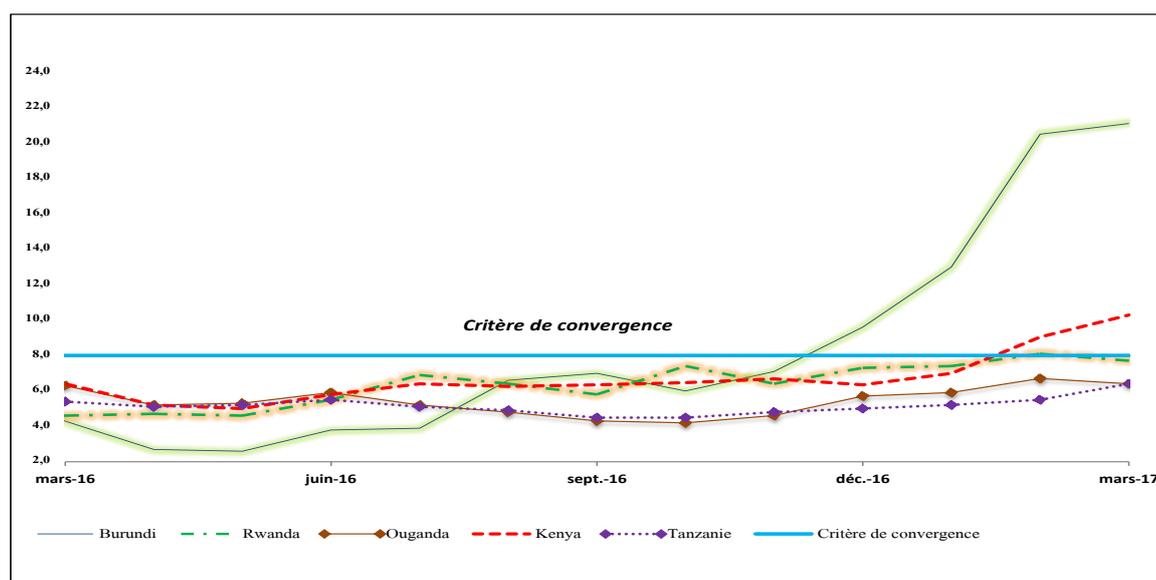
	2014	2015	2016	2017 (proj.)
Burundi	4.5	-4.0	1.7	2.5
Rwanda	7.6	8.9	5.9	6.1
Tanzanie	7.0	7.0	6.6	6.8
Ouganda	5.2	5.0	4.7	5.0
Kenya	5.3	5.6	6.0	5.3
CAE	5.9	5.8	6.1	6.3
AfSS	5.1	3.4	1.4	2.9

Source : FMI, Perspectives économiques régionales : AFSS, avril 2017

Pour le Burundi les données sont issues du Cadrage macroéconomique

Au cours du premier trimestre 2017, les prix ont augmenté dans tous les pays de la CEA. L'inflation a été principalement causée par la sécheresse qui a affecté la production agricole dans plusieurs parties de la région et, dans une moindre mesure, par le rebondissement des prix des produits pétroliers.

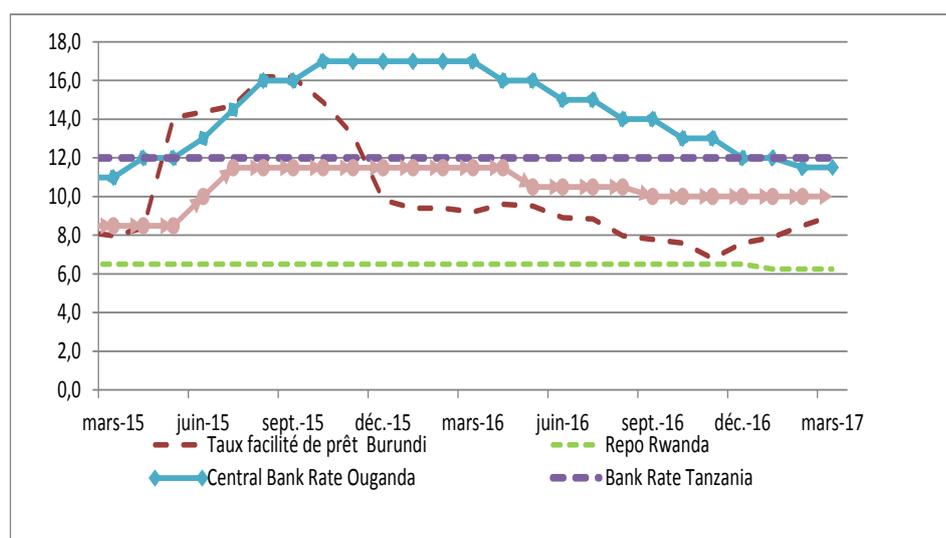
Graphique 2 : Inflation dans les pays de la CEA (en %)



Source : Sites des banques centrales de la CAE

En moyenne, l'inflation a augmenté dans tous les pays de la CEA au cours du premier trimestre 2017, surtout au Burundi (18,1%) et au Kenya (8,8%) où elle a dépassé le seuil de 8% fixé dans les critères de convergence macroéconomiques. La pression sur les prix a été principalement causée par une baisse de la production agricole, suite à une longue saison sèche qui a sévi dans toute la région. Malgré les pressions inflationnistes observées au cours du premier trimestre 2017, les banques centrales de la CEA ont poursuivi leurs politiques monétaires accommodantes.

Graphique 3 : Taux d'intérêts des banques centrales (en %)



Source : Sites des banques centrales de la CEA

Les banques centrales du Kenya et de la Tanzanie ont maintenu leurs taux à 10 et 12%, respectivement. Entre le quatrième trimestre 2016 et le premier trimestre 2017, les banques centrales de l'Ouganda et du Rwanda ont diminué leurs taux de refinancement, revenant respectivement de 12,0 à 11,5% et de 6,5 à 6,25%. Au Burundi, le taux de la facilité de prêt marginal (FPM) est passé de 7,6 à 9,0%.

D'un trimestre à l'autre, les monnaies des pays de la CEA par rapport au dollar américain se sont globalement stabilisées, leurs taux de dépréciation s'étant limités entre 0,1 et 1,78%.

Tableau 5 : Taux de change de l'USD par rapport aux monnaies de la CEA (fin de période)

	USD/TZS	USD/RWF	USD/UGX	USD/KSH	USD/BIF
Mar-16	2179.60	768.41	3374.43	101.334	1637.54
Dec-16	2186.20	811.67	3610.5	102.48	1688.60
Mar-17	2223.90	826.09	3614.20	103.00	1708.66
Variation mars-17/mars-16 (%)	2.03	7.51	7.11	1.64	4.34
Variation mars-17/déc-16 (%)	1.72	1.78	0.10	0.51	1.19

Source : sites web des banques centrales

Par contre, en glissement annuel, le franc rwandais (7,51%), le Shilling ougandais (7,11%) et le franc burundi (4,34%) ont subi d'importantes dépréciations par rapport au dollar américain, alors que les Shillings kenyan (1,64%) et tanzanien (2,03%) se sont stabilisés.

II. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI

2.1. Production et prix

Au premier trimestre 2017, certaines productions des secteurs primaire et secondaire ont baissé. En effet, la production trimestrielle du thé sec a chuté de 26,8% par rapport à la même période de l'année précédente, revenant de 4.009 à 2.936 T, suite à la mauvaise pluviosité. Toutefois, la quantité du café vert produit s'est accrue, s'établissant à 1.586 contre 625 T au trimestre correspondant de 2016.

Concernant le secteur secondaire, la production industrielle s'est repliée par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, l'indice moyen de la production industrielle ayant fléchi de 8,5%, suite à la diminution de la production dans les branches des industries alimentaires (-5,4%) et chimiques (-32,6%). Comparé au trimestre précédent, l'indice moyen pondéré de la production industrielle a chuté de 26,7 %, revenant de 137,4 à 100,7.

Par rapport au trimestre précédent, la production d'électricité de la REGIDESO a baissé de 5,0%, revenant de 42.562 à 40.430 MW, alors qu'elle s'est accrue de 4,6% par rapport au trimestre correspondant de 2016.

Le volume des marchandises transitant au port de Bujumbura a baissé de 0,2% par rapport au trimestre précédent. En revanche, par rapport au même trimestre de 2016, il s'est fortement accru (+ 90,3%), en rapport essentiellement avec l'augmentation des importations de ciment et de clinker.

Le nombre de passagers a augmenté de 4,6% à l'aéroport international de Bujumbura et le trafic des aéronefs de 3,9%, par rapport au même trimestre de 2016. Comparé au trimestre précédent le nombre de passagers a baissé de 4,5%, tandis que le trafic des aéronefs s'est accru de 7,0%.

En perspective, le taux de croissance du PIB prévu pour l'année 2017 est de 2,5 contre 1,7% en 2016, en liaison essentiellement avec l'amélioration de l'activité dans le secteur tertiaire.

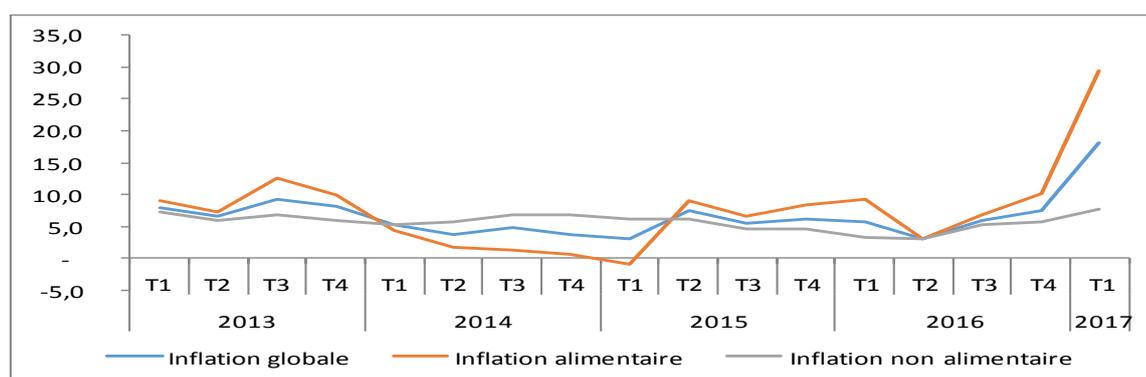
Tableau 6 : Croissance du PIB réel et inflation (en %)

	2013	2014	2015	2016	2017
1. Croissance du PIB réel	4.9	4.2	-0.3	1,7*	2,5*
Secteur primaire	8.4	-3.6	0.3	-2.0	-0.3
Secteur secondaire	2.4	6.2	-2.7	-1.4	-1.9
Secteur tertiaire	2.8	8.8	2.4	4.6	3.6
2. Inflation	7.9	4.4	5.5	5.6	12.5

**Selon le FMI: -1,0% en 2016 et 0,0% en 2017*

Source : Cadrage macroéconomique du Burundi, juin 2017

L'inflation s'est fortement accrue d'un trimestre à l'autre (18,1 contre 7,5%), suite à la hausse de l'inflation alimentaire (29,4 contre 10,1%) et non alimentaire (7,8 contre 5,6%). Ce taux était de 5,7% à la même période de 2016.

Graphique 4 : Inflation par principales composantes (en %)

Source : ISTEUBU

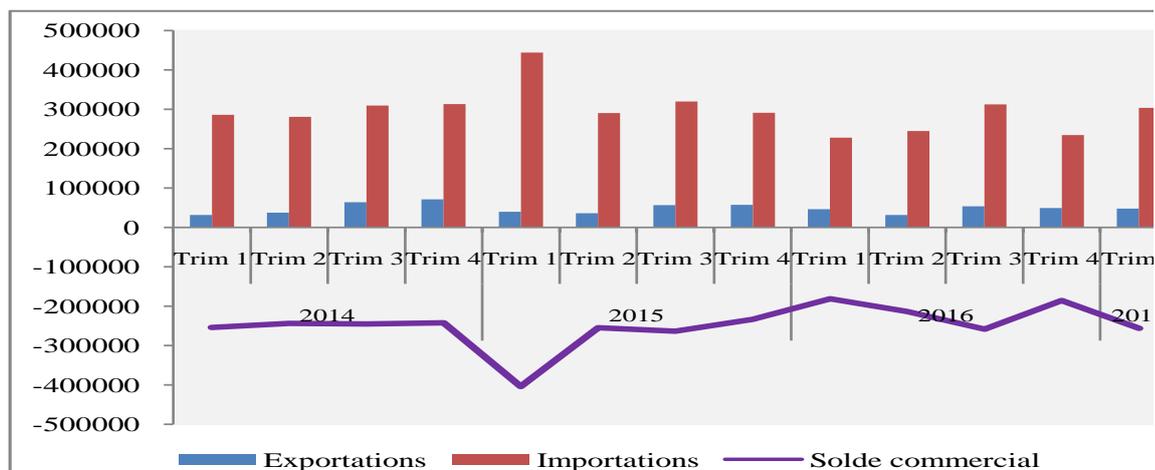
En moyenne annuelle, le niveau de l'inflation pourrait atteindre 12,5 contre 5,6 % en 2016, en liaison avec principalement avec la hausse des prix des produits alimentaires due à la sécheresse qui a détruit la récolte sur une grande partie du pays.

2.2. Secteur extérieur

2.2.1. Commerce extérieur

Le déficit commercial a augmenté de 41,4% au premier trimestre 2017 par rapport au même trimestre de 2016, passant de -181.131,6 à -256.036,9 MBIF. Cette détérioration est en liaison avec une forte augmentation des importations (303.561,0 contre 227.613 à MBIF, soit 33,4%), les exportations ayant enregistré une faible progression (47.524,1 contre 46.481,4 MBIF, soit 2,2%).

Graphique 5 : Evolution des échanges extérieurs (MBIF)



Source : BRB

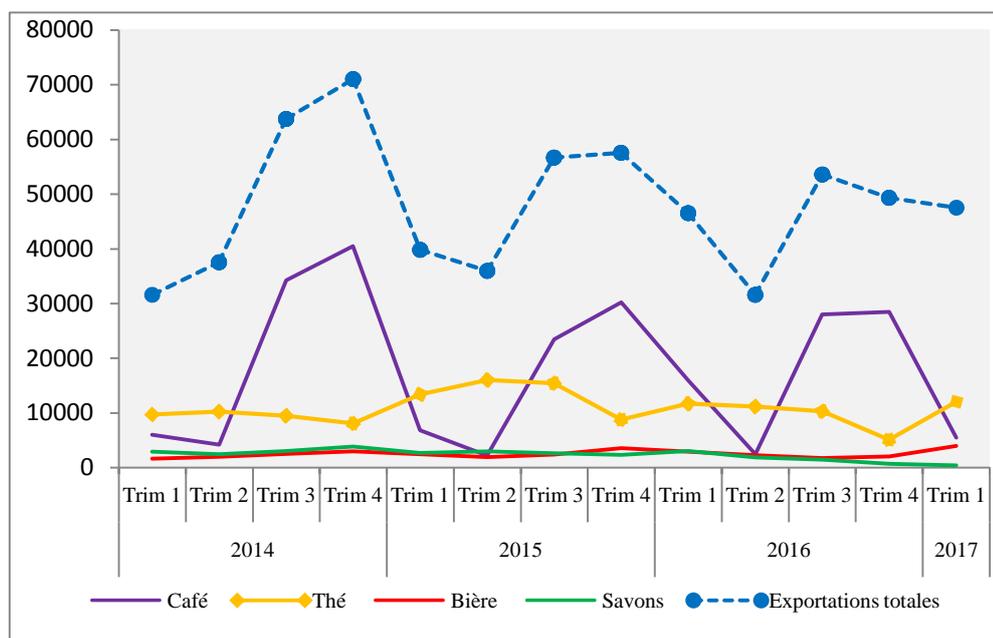
Par rapport à la même période de 2016, l'augmentation des importations a concerné toutes les catégories de biens. Les biens de production se sont accrus de 12,7%, passant de 97.601,4 à 147.956,6 MBIF. Cette hausse a concerné les biens métallurgiques (+32,3%), les biens alimentaires (+20,5%) et les autres biens de productions (+55,5%).

Les importations de biens d'équipements ont également augmenté (+ 69,8%), passant de 46.322 à 78.657,5 MBIF, en liaison principalement avec la hausse des importations des tracteurs, véhicules et engins de transport (41.450,7 contre 13.937,4 MBIF).

Les biens de consommation importés ont, quant à eux, progressé de 37,3%, passant de 83.689,6 à 114.925,4 MBIF, suite à l'augmentation des biens alimentaires (+12.968,6 MBIF), du textile (+6.469,3 MBIF) et des autres biens de consommations (+8.800,4 MBIF).

S'agissant des exportations, la hausse a porté sur les produits primaires qui se sont accrus de 13,0% par rapport au même trimestre de 2016, s'établissant à 33.354,7 contre 29.522,9 MBIF, en liaison principalement avec l'augmentation des exportations de l'or (+12.783,2 MBIF). En revanche, les exportations des produits manufacturés ont reculé de 16,4%, revenant de 16.958,5 à 14.169,4 MBIF, en rapport avec la diminution des exportations des savons (-2.661,2 MBIF) et des autres produits manufacturés (-2.857,0 MBIF).

Graphique 6 : Evolution des principaux produits exportés (en MBIF)



Source : BRB

Comparé au trimestre précédent, le déficit commercial s'est également creusé (+38,1%), suite à une forte augmentation des importations (+29,3%) combinée à une diminution des exportations (-3,6%). L'accroissement des importations a été tiré principalement par les biens d'équipement (+97,3%) notamment les tracteurs, véhicules et engins de transport, et par les biens de consommation (+22,2%), essentiellement les produits alimentaires et pharmaceutiques. La diminution des exportations n'a porté que sur les produits primaires (-12,7%), principalement le café marchand.

2.2.2. Balance des paiements

Au premier trimestre 2017, la balance des paiements a enregistré un besoin de financement (solde du compte courant et de capital) moins élevé que celui du même trimestre de 2016, s'établissant à 128.620,3 contre 134.348 MBIF. Cette évolution est liée à l'amélioration du compte de capital (+10.825,6 MBIF), le déficit du compte courant s'étant détérioré (-5.097,0 MBIF).

L'aggravation du déficit du compte courant est en liaison avec celle du déficit du compte des biens (-62.149,4 MBIF) et des services (-7.486,8 MBIF) qui a contrebalancé l'augmentation de l'excédent du compte des revenus secondaires (+62.584,7 MBIF).

Tableau 7 : Balance des paiements du quatrième trimestre 2016 (en MBIF)

	Trim 1_ 2016	Trim 1_ 2017
Compte courant	-154 612,5	-159 709,5
Biens	-149 564,3	-211 713,7
Services	-60 882,6	-68 369,4
Revenus primaires	-2 794,5	-840,0
Revenus secondaires	58 628,9	121 213,6
Compte de capital	20 263,6	31 089,2
Besoin de financement	-134 348,9	-128 620,3
Compte financier	-135 028,9	-103 227,4
Erreurs et Omissions	-680,0	25 393,0

Source : BRB

Le déficit du compte financier s'est réduit, suite principalement à l'augmentation des réserves de change officielles (+13.707,7 contre -67.739,4 MBIF).

2.2.3. Evolution des avoirs extérieurs

A la fin du premier trimestre 2017, les avoirs extérieurs ont augmenté de 6,1% (+10,52 MUSD) par rapport au trimestre précédent, passant de 172,87 à 183,39 MUSD. Par contre, en glissement annuel, ils ont baissé de 11,2% (-23,04 MUSD).

Tableau 8: Evolution des avoirs extérieurs (en MUSD)

	Fin de période			variation trimestrielle	Variation annuelle
	Mar-16	Dec-16	Mar-17		
BRB	94.79	98.56	114.00	15.44	19.21
Dont: Réserves officielles	93.30	95.35	102.25	6.90	8.95
Banques commerciales	111.64	74.31	69.39	-4.92	-42.25
Total des avoirs extérieurs	206.43	172.87	183.39	10.52	-23.04

Source : BRB

Par rapport au trimestre précédent, les avoirs extérieurs de la BRB ont augmenté de 15,7%, passant de 98,56 à 114,0 MUSD. En revanche, ceux des banques commerciales ont diminué de

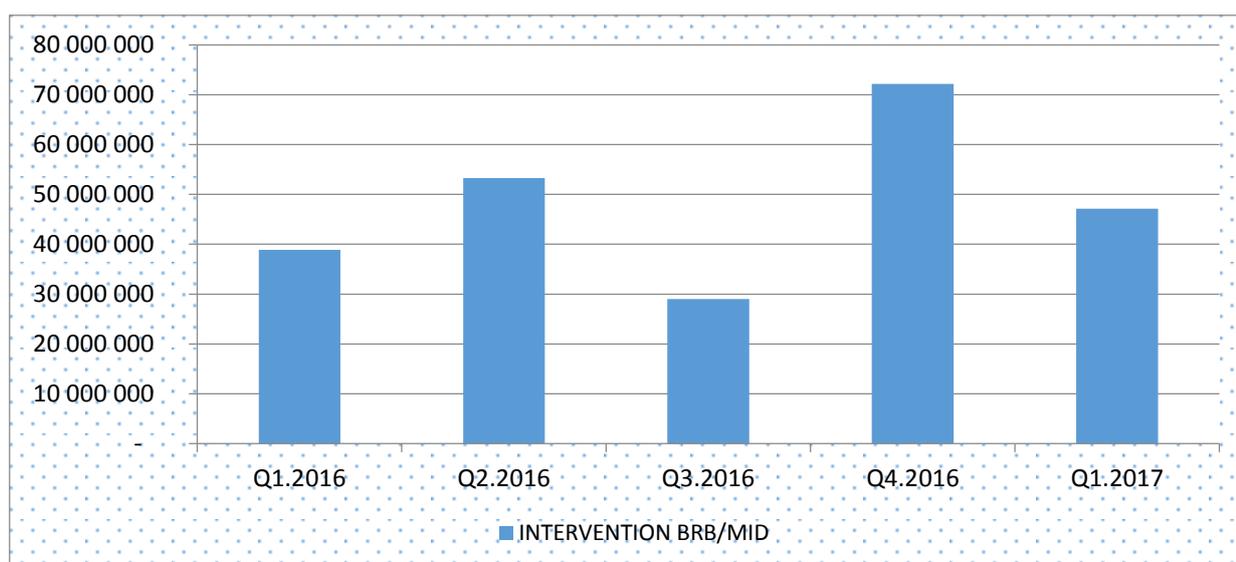
6,6%, revenant de 74,31 à 69,39 MUSD. En glissement annuel, les avoirs extérieurs de la BRB ont augmenté de 20,3% alors que ceux des banques commerciales ont diminué de 37,8%.

Par rapport au trimestre précédent, les réserves de change officielles ont augmenté de 4,4%, passant de 95,35 à 102,25 MUSD, et ont progressé de 7,2% par rapport au même trimestre de 2016. Ces réserves couvrent 1,7 contre 1,4 mois d'importation de biens et services à la même période de l'année précédente.

2.2.4. Opérations sur le Marché Interbancaire de Devises (MID)

Au cours du premier trimestre 2017, la BRB a effectué des interventions sur le MID pour un montant de 47,13 MUSD contre 72,13 MUSD au trimestre précédent et 38,85 MUSD pendant la même période de l'année 2016.

Graphique 7 : Transactions sur le MID (en USD)



Source: BRB

2.3. Finances publiques

Au premier trimestre 2017, le déficit budgétaire s'est allégé par rapport au même trimestre de l'année 2016, en liaison avec l'augmentation plus importante des recettes par rapport aux dépenses. Ce déficit budgétaire a été principalement financé par l'endettement intérieur.

Comparées à même trimestre de 2016, les recettes ont progressé de 19,1%, passant de 149.794,9 à 178.349,4 MBIF. En revanche, elles ont reculé de 10,1% par rapport au trimestre précédent (198.429,6 MBIF). De même, les dons en capital ont progressé par rapport au trimestre correspondant de 2016, s'établissant à 31.293,5 contre 21.164,3 MBIF, mais ont chuté de 37,4 % par rapport au trimestre précédent.

Au cours du premier trimestre 2017, les dépenses ont augmenté de 5,1% par rapport à la même période de 2016, s'établissant à 236.595,8 contre 225.044,1 MBIF. Cette hausse a porté sur les dépenses courantes (+11,2%), celles d'investissement ayant plutôt reculé de 14,9%. En revanche, par rapport au trimestre précédent, les dépenses publiques ont chuté de 27,0%, en liaison avec la diminution aussi bien de dépenses courantes (-7,9%) que des dépenses en capital (-61,6%).

Tableau 9 : Opérations financières de l'Etat (en MBIF)

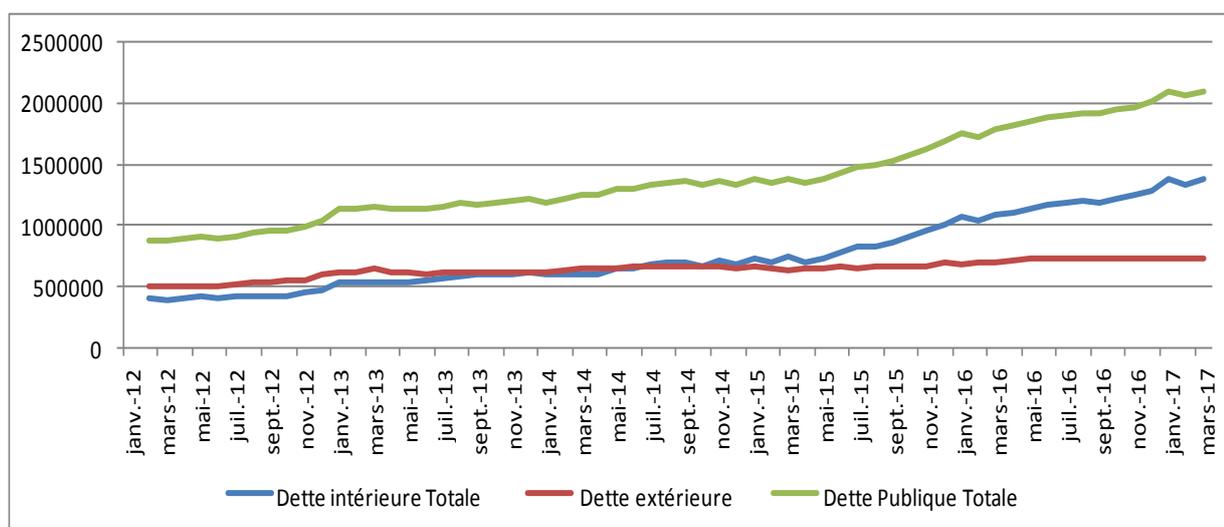
	2,016		2,017
	1er trim	4e trim	1e trim
A. RECETTES ET DONNS	170,959.2	248,441.8	209,642.9
a. Recettes	149,794.9	198,429.6	178,349.4
Recettes fiscales	138,596.1	162,159.6	167,379.2
Recettes non fiscales	11,198.8	36,270.0	10,970.3
Recettes exceptionnelles			
b. Dons	21,164.3	50,012.2	31,293.5
courants	-	-	-
en capital	21,164.3	50,012.2	31,293.5
B. DEPENSES	225,044.1	324,264.9	236,595.9
a. Dépenses courantes	172,933.1	208,745.9	192,226.5
Salaires	83,700.0	90,023.9	97,090.4
b. Dépenses en capital	52,111.0	115,519.0	44,369.4
Sur ressources intérieures	9,428.9	65,394.3	11,832.3
Sur prêts et dons extérieurs	42,682.1	50,124.6	32,537.1
SOLDE GLOBAL DONNS COMPRIS (base engagement)	-54,084.9	- 75,823.1	-26,953.0
C. FINANCEMENT	54,084.9	112,091.9	26,952.9
1. Financement extérieur net	20,120.3	-1,712.9	45.5
1. Financement intérieur net	47,572.7	97,862.4	70,741.2
D. Erreurs et omission	-13,608.1	15,942.4	-43,833.7

Source : MFBP

Suite à l'augmentation plus importante des recettes par rapport aux dépenses, le déficit budgétaire s'est allégé au premier trimestre 2017, s'établissant à 26.953 contre 54.084,9 MBIF.

Ce déficit a été principalement financé par l'endettement intérieur, le financement net s'établissant à 70.741,2 MBIF. La dette publique s'est alourdie de 1,6% par rapport au quatrième trimestre 2016, passant de 2.098,6 à 2.132,3 Mds de BIF. L'encours de la dette intérieure s'est accru de 2,7%, passant de 1.374,8 à 1.411,9 Mds de BIF. La dette intérieure qui représentait 66,2% de la dette publique totale à fin mars 2017 est essentiellement constituée des avances de la Banque Centrale et des bons et obligations du Trésor.

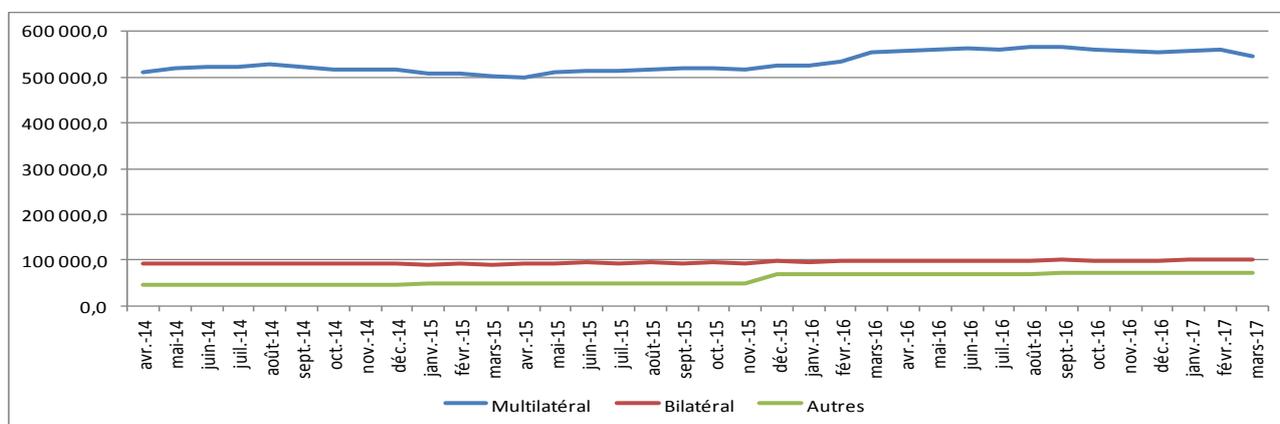
Graphique 8 : Evolution de la dette publique (en MBIF)



Source : BRB

La dette extérieure a baissé de 3.413,3 MBIF, revenant de 723.848,1 à 720.434,9 MBIF d'un trimestre à l'autre. Elle est essentiellement composée de la dette multilatérale (75,8%), la dette bilatérale (14,1%) et celle envers les autres créanciers (10,1%).

Graphique 9 : Composition de la dette extérieure par créanciers (en MBIF)



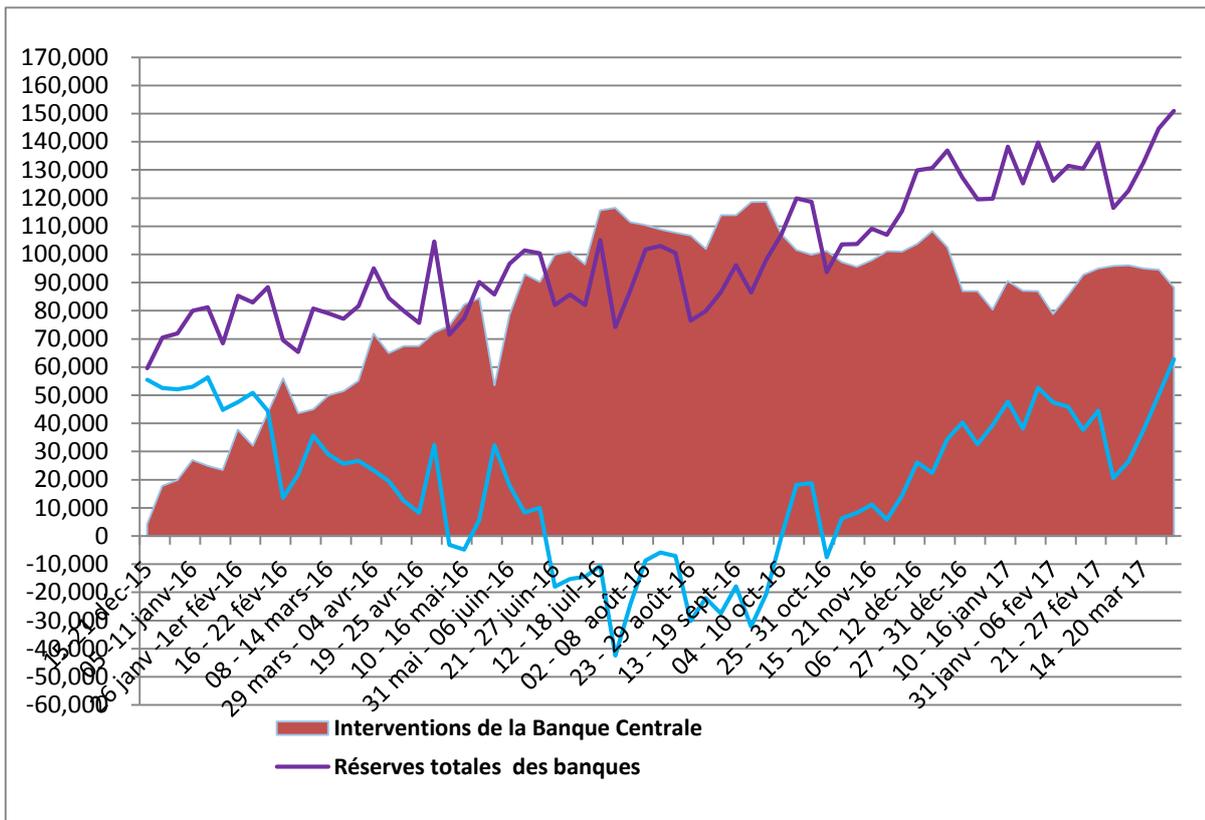
Source : BRB

2.4. Secteur monétaire

2.4.1. Réserves des banques et taux d'intérêts

Les réserves des banques sans interventions de la BRB ont augmenté au premier trimestre 2017 par rapport au quatrième trimestre 2016, passant de 13.504 à 40.585 MBIF, en moyenne hebdomadaire et s'élevaient à 38.158 MBIF au même trimestre de 2016.

Graphique 10: Réserves des banques et interventions de la BRB (en MBIF)



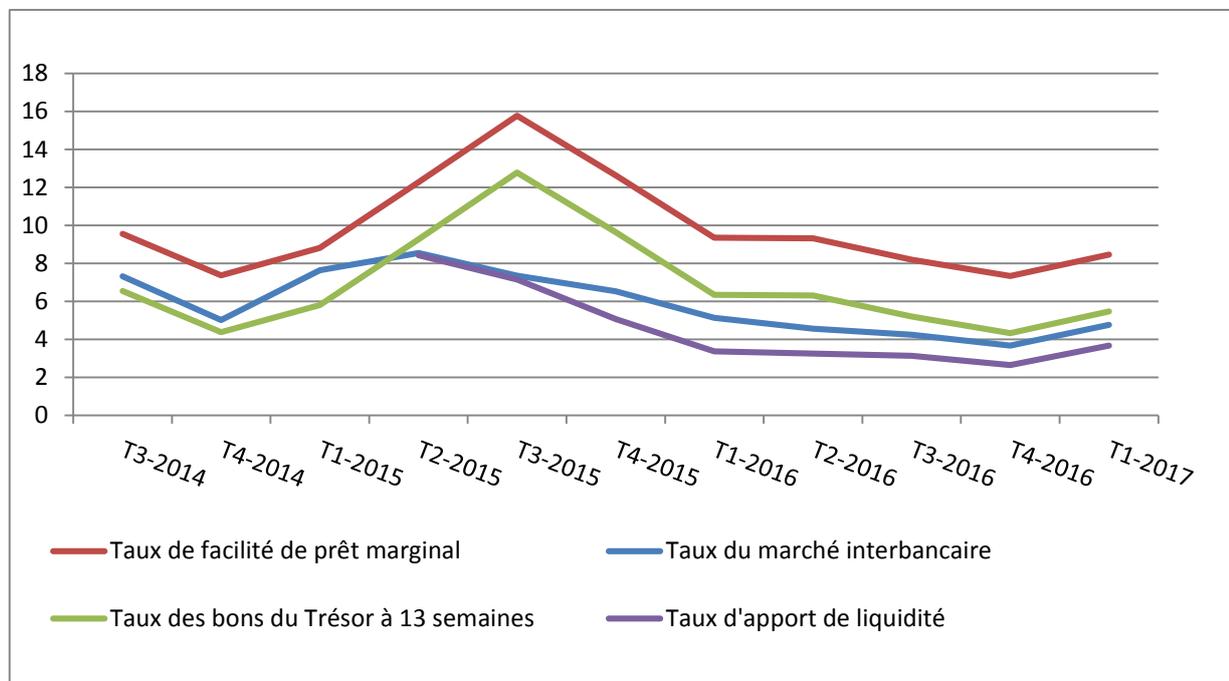
Source : BRB

Suite à l'amélioration de leurs réserves, les banques commerciales ont diminué leur recours aux ressources de la Banque Centrale, l'encours du refinancement s'établissant à 89.561 MBIF, en moyenne hebdomadaire contre 101.619 MBIF au quatrième trimestre 2016 et à 41.324 MBIF à la même période de 2016.

Malgré l'amélioration des réserves des banques, les taux d'intérêt du marché monétaire n'ont pas baissé. Le taux d'intérêt moyen sur les apports de liquidité s'est établi à 3,68 contre 2,64% au trimestre précédent. Le taux d'intérêt moyen interbancaire est passé de 3,68 à 4,77% et celui sur

la facilité de prêt marginal de 7,33 à 8,47%, en rapport avec la hausse du taux d'intérêt moyen sur les bons du Trésor à 13 semaines, auquel il est indexé, qui est passé de 4,33 à 5,47%.

Graphique 11: Taux d'intérêt du marché monétaire (en %)

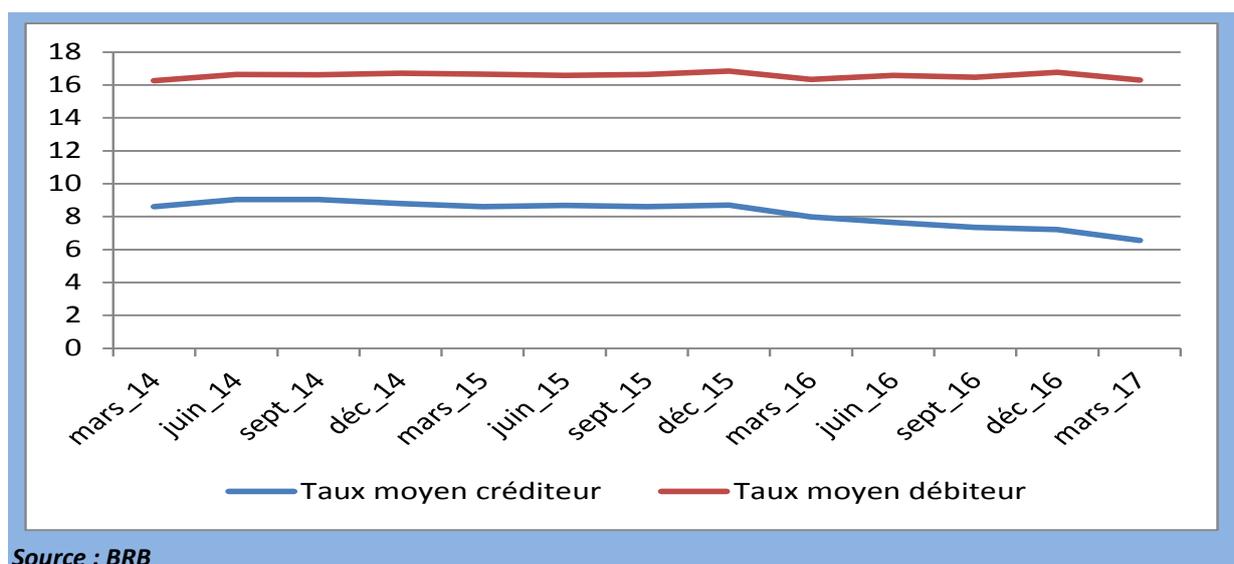


Source : BRB

Au cours du premier trimestre 2017, le taux débiteur moyen sur l'encours des crédits a légèrement baissé, s'établissant à 16,45 contre 16,71% au trimestre précédent. Par contre, par rapport à la même période de 2016, il a légèrement augmenté, passant de 16,29% à 16,45%.

De même, le taux d'intérêt moyen sur les crédits distribués au cours du premier trimestre 2017 a légèrement diminué par rapport à celui du trimestre précédent, revenant de 17,14 à 16,90%, mais a faiblement augmenté de 0,24 points de pourcentage par rapport au premier trimestre 2016.

Graphique 12 : Taux moyens débiteur et créditeur (en %)



D'un trimestre à l'autre, le taux créditeur moyen a légèrement baissé, revenant de 7,36 à 6,81%, suite à la diminution des taux d'intérêt sur les dépôts à terme (7,40 contre 7,78 %), les comptes sur livrets (5,31 contre 7,02 %) et sur les bons de caisse (7,81 contre 8,31 %). De même, en glissement annuel, le taux moyen créditeur a baissé, revenant de 8,23 à 6,81 %.

2.4.2. Base monétaire

La base monétaire s'est accrue de 10,1% au premier trimestre 2017 par rapport au dernier trimestre de 2016, passant de 419.224,0 à 461.391,1 MBIF. Cette augmentation a principalement résulté de la hausse des avoirs extérieurs nets (+35.914,2 MBIF) et, dans une moindre mesure, des avoirs intérieurs nets (+6.253,2 MBIF). L'augmentation des avoirs extérieurs nets est principalement liée aux encaissements en devises en provenance des ONG. S'agissant des avoirs intérieurs nets, l'augmentation a été tirée par la hausse de l'endettement net de l'Etat (+3.065,9 MBIF) et des divers nets (+3.187,3 MBIF).

Tableau 10 : Composantes de la base monétaire et ses contreparties (en MBIF)

	mars-16	juin-16	sept-16	déc-16	mars-17
Billets et pièces en circulation	219 964,2	255 415,5	254 499,1	267 512,5	267 562,4
Dépôts des banques et microfinances	96 812,3	102 031,9	125 609,9	140 298,6	181 246,3
Dépôts des établissements financiers	2 734,9	1 740,1	3 523,6	3 575,7	2 642,3
Dépôts divers	3 750,6	4 881,4	6 068,0	7 837,2	9 940,1
Total	323 262,0	364 068,9	389 700,6	419 224,0	461 391,1
Avoirs extérieurs nets	-194 954,0	-187 201,7	-181 601,0	-162 073,8	-126 159,6
Avoirs intérieurs nets	518 216,0	551 270,6	571 301,6	581 297,8	587 550,7
Créances nettes sur l'Etat	453 694,6	457 106,2	457 923,6	509 226,2	512 292,1
Autres postes nets	64 521,4	94 164,4	113 378,0	72 071,6	75 258,6

Source : BRB

En glissement annuel, la base monétaire s'est accrue de 42,7%, passant de 323.262,0 à 461.391,1MBIF. Cette progression est en liaison avec celle des avoirs intérieurs nets (+69.334,7 MBIF) et des avoirs extérieurs nets (+68.794,4 MBIF).

L'analyse en termes de contribution à la variation de la base monétaire révèle que, entre décembre 2016 et mars 2017, la croissance de la base monétaire a été beaucoup plus d'origine externe (8,6 points de pourcentage) qu'interne (1,5 point de pourcentage). En glissement annuel, elle a été aussi bien d'origine interne (21,4 points de pourcentage) qu'externe (21,3 points de pourcentage).

Tableau 11 : Origine de la variation de la base monétaire à fin mars 2017

	Par rapport à mars 2016	Par rapport à déc. 2016
Avoirs Extérieurs Nets (AEN)	21,3	8,6
Avoirs Intérieurs Nets (AIN)	21,4	1,5
dont: -Créances nettes sur l'Etat	18,1	0,7
-Autres postes nets	3,3	0,8
Base monétaire	42,7	10,1

Source : BRB

2.4.3. Masse monétaire et ses contreparties

Par rapport au trimestre précédent, la masse monétaire (M3) à fin mars 2017 s'est accrue de 5,7%, passant de 1.180,6 à 1.248,1 Mds de BIF. Cet accroissement a résulté de la hausse des avoirs intérieurs (+48.659,4 MBIF) et extérieurs nets (+18.869,2 MBIF). La progression des avoirs

intérieurs nets est liée à celle de l'endettement net de l'Etat (+41.188,5 MBIF) et des autres postes nets (+66.504,2 MBIF) qui a contrebalancé la diminution des créances sur l'économie (-59.033,3 MBIF).

Tableau 12 : Evolution de la masse monétaire M3 et de ses contreparties (en MBIF)

	mars-16	juin-16	sept-16	déc -2016 (p)	Mars- 2017 (p)
M3	1 074 422,7	1 117 322,6	1 130 746,7	1 180 564,6	1 248 093,2
AEN	-161 023,8	-165 886,7	-192 445,8	-176 523,1	-157 653,9
AIN	1 235 446,5	1 283 209,3	1 323 192,5	1 357 087,7	1 405 747,1
Crédit intérieur	1 568 749,0	1 660 298,2	1 717 679,6	1 774 382,6	1 756 537,8
Créances nettes sur l'Etat	725 144,4	789 261,1	827 715,9	907 161,2	948 349,7
Créances sur l'économie	843 604,6	871 037,1	889 963,7	867 221,4	808 188,1
Autres postes nets	-333 302,6	-377 088,9	-394 487,1	-417 294,9	-350 790,7
Variations par rapport au trimestre précédent					
M3	-2,4	4,0	1,2	4,4	5,7
AEN	-112,2	-3,0	-16,0	8,3	10,7
AIN	5,0	3,9	3,1	2,6	3,6
Crédit intérieur	3,5	5,8	3,5	3,3	-1,0
Créances nettes sur l'Etat	5,5	8,8	4,9	9,6	4,5
Créances sur l'économie	1,7	3,3	2,2	-2,6	-6,8
Autres postes nets	1,8	-13,1	-4,6	-5,8	15,9
P: provisoire					

Source : BRB

En glissement annuel, la masse monétaire M3 a augmenté de 16,2%, en liaison avec l'accroissement du crédit intérieur (+12,0%) et, dans une moindre mesure, des avoirs extérieurs nets (+2,0%).

Tableau 13 : Origine de la variation de la masse monétaire à fin mars 2017

	Par rapport à mars 2016	Par rapport à déc. 2016
Avoirs Extérieurs Nets (AEN)	0.3	1.6
Avoirs Intérieurs Nets (AIN)	15.9	4.1
dont: -Crédit Intérieur	17.5	-1.5
-Autres Postes Nets	-1.6	5.6
Masse monétaire	16.2	5.7

Source : BRB

La progression trimestrielle de la masse monétaire a été d'origine, à la fois, interne (4,1) et externe (1,6%). En revanche, la croissance annuelle a été beaucoup plus d'origine interne

qu'externe. Les avoirs intérieurs nets y ont contribué à hauteur de 15,9 points de pourcentage et les avoirs extérieurs nets à concurrence de 0,3 point de pourcentage.

2.4.4. Politique monétaire

Dans le but de faciliter le financement des investissements productifs par le secteur bancaire, la Banque de la République du Burundi a poursuivi au cours du premier trimestre 2017 les mesures d'assouplissement des conditions de refinancement aux banques commerciales en vue de stimuler davantage l'activité économique. Ces mesures consistaient notamment en :

1. La reconduction de la dérogation à l'article 10 de l'instruction relative à la constitution et à la gestion des garanties en couverture des prêts et avances aux banques et établissements financiers, jusqu'au 31 Mars 2017.
2. La mobilisation des créances en souffrance sur les hôtels, les industries de production, les hôpitaux, les écoles, les universités et les sociétés de la filière café, avec un nombre maximum d'incidents de paiement de six mois (6), jusqu'au 31 mars 2017, pour les crédits dont l'encours est d'au moins 100 Millions de BIF.
3. La reconduction des maturités de 14 et 28 jours pour les apports de liquidité, dans les limites des objectifs de la politique monétaire.

2.5. Situation du secteur bancaire et stabilité financière

2.5.1. Evolution de l'activité bancaire

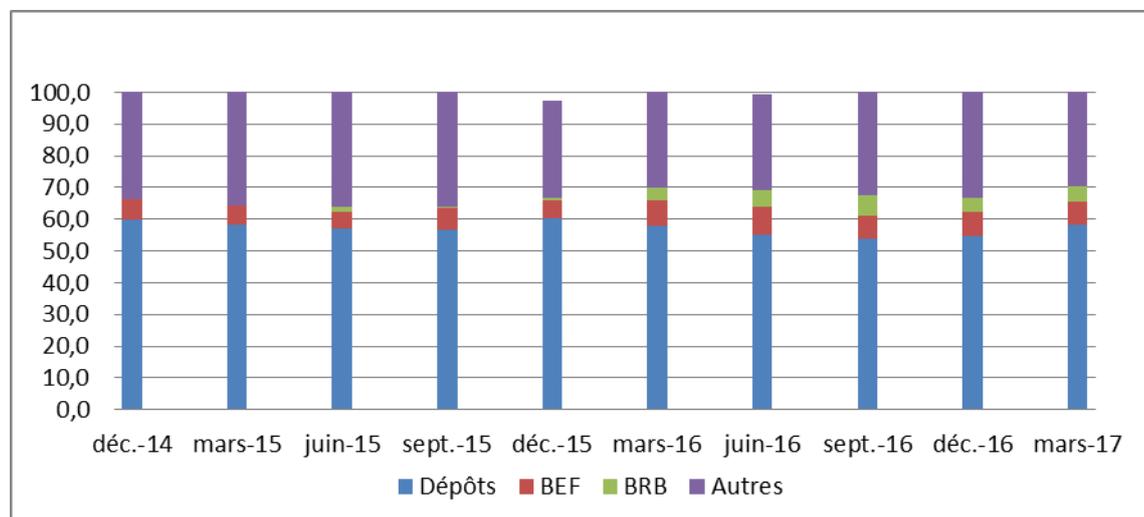
A fin mars 2017, le total bilan des banques et établissements financiers a augmenté de 9,4% par rapport à la même période de 2016. Comparé au trimestre précédent, le total bilan s'est accru de 1,1%. Les dépôts ont augmenté tandis que le portefeuille crédit a baissé. Le secteur bancaire demeure suffisamment capitalisé et toutes les normes réglementaires et prudentielles ont été respectées. Toutefois, la rentabilité du secteur bancaire a baissé.

2.5.1.1. Principales ressources

A fin mars 2017, le total des dépôts s'est accru de 7,9%, s'établissant à 1.081,3 contre 1.001,9 Mds de BIF au trimestre précédent. Comparé à la même période de l'année précédente, le total des dépôts a progressé de 10,2%. Malgré cette augmentation, les banques ont recouru

considérablement au refinancement de la Banque Centrale, l'encours est passé de 65.386,6 à 91.465,2 MBIF en glissement annuel, et a augmenté de 10,8% d'un trimestre à l'autre.

Graphique 13 : Répartition des ressources (en % du total)

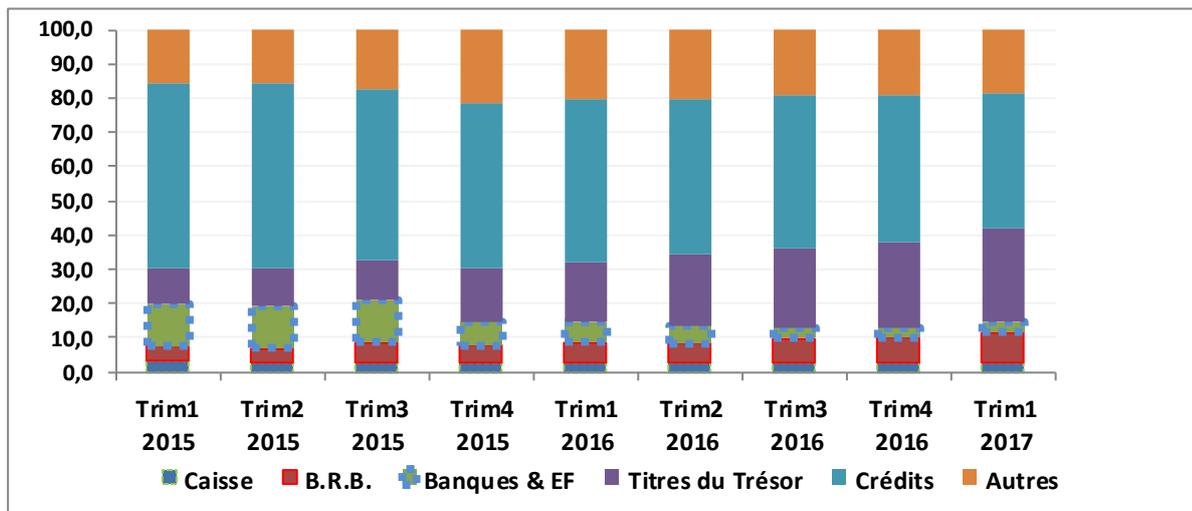


Source : BRB

2.5.1.2. Principaux emplois

A fin mars 2017, les principaux emplois du secteur bancaire étaient essentiellement constitués de crédits à l'économie et des titres du Trésor, représentant respectivement 39,4 et 27,0% du total actif. L'encours des titres du Trésor détenu par les banques a augmenté de 80,7%, s'établissant à 481.200,7 contre 266.265,5 MBIF à fin mars 2016, et de 9,8% d'un trimestre à l'autre. Les crédits à l'économie ont, par contre, diminué de 7,8% d'un trimestre à l'autre, se situant à 731.099,6 MBIF à fin mars 2017 et ont baissé de 9,4% par rapport à la même période de 2016.

Graphique 14 : Répartition des emplois (en % du total)

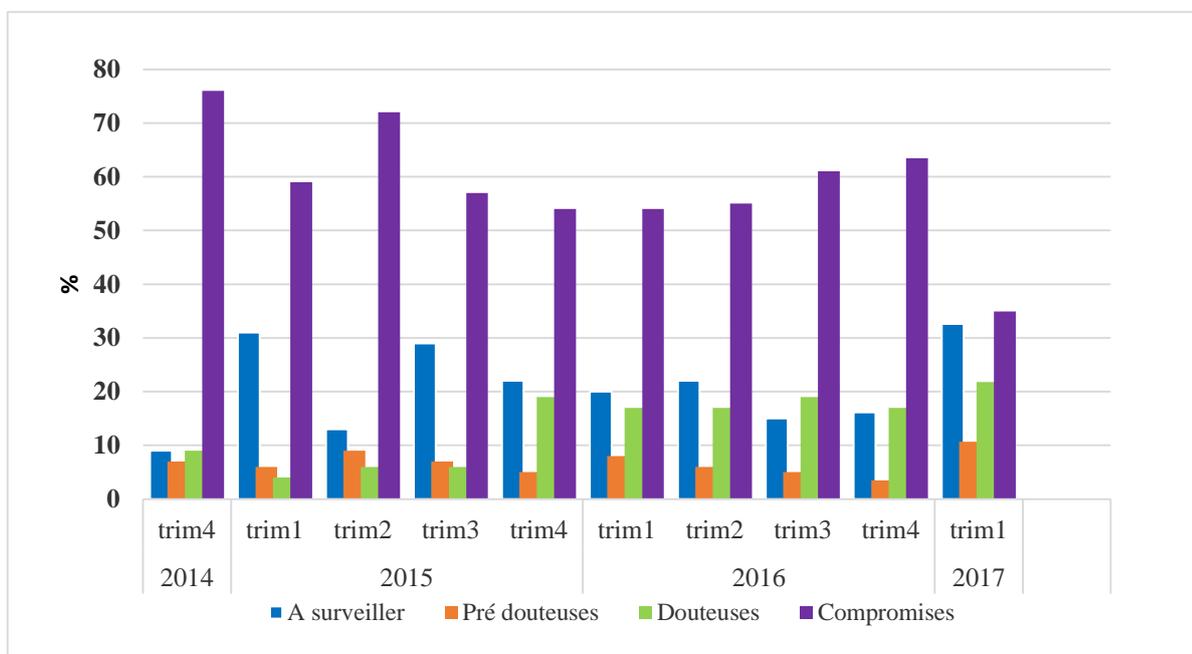


Source : BRB

2.5.2. Qualité du portefeuille

En glissement annuel, les créances impayées ont diminué de 17,7%, passant de 185.304,8 à 152.565,6 MBIF et ont baissé de 23,4% par rapport à fin décembre 2016.

Graphique 15 : Créances impayées par classe (en %)

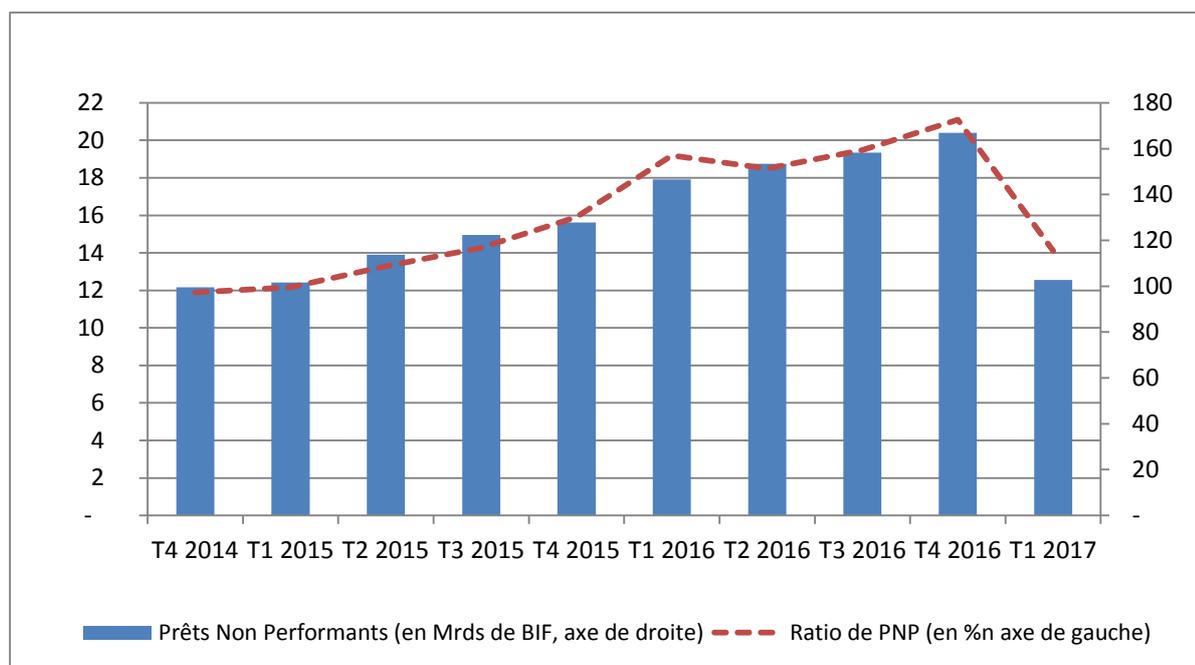


Source : BRB

Les créances à surveiller ont augmenté de 23,2% en glissement annuel et de 54,9% par rapport au trimestre précédent. Les créances douteuses se sont accrues de 5,0% par rapport à la même période de 2016, tandis qu'elles ont baissé de 1,5% par rapport au trimestre précédent. Les créances compromises ont diminué de 47,0% par rapport à la même période de 2016 et de 57,8% par rapport au trimestre précédent, en liaison avec la radiation des créances compromises dans les bilans des banques comme stipulée dans la loi budgétaire 2017. En conséquence, le ratio des prêts non performants a baissé de 3,9 points de pourcentage, revenant de 18 à 14,1% d'une année à l'autre et de 7 points de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2016.

Le taux de détérioration du portefeuille est de 30% dans l'hôtellerie et tourisme, de 17% dans l'agriculture, de 13% dans le commerce, de 19% dans l'industrie et de 11% dans la construction.

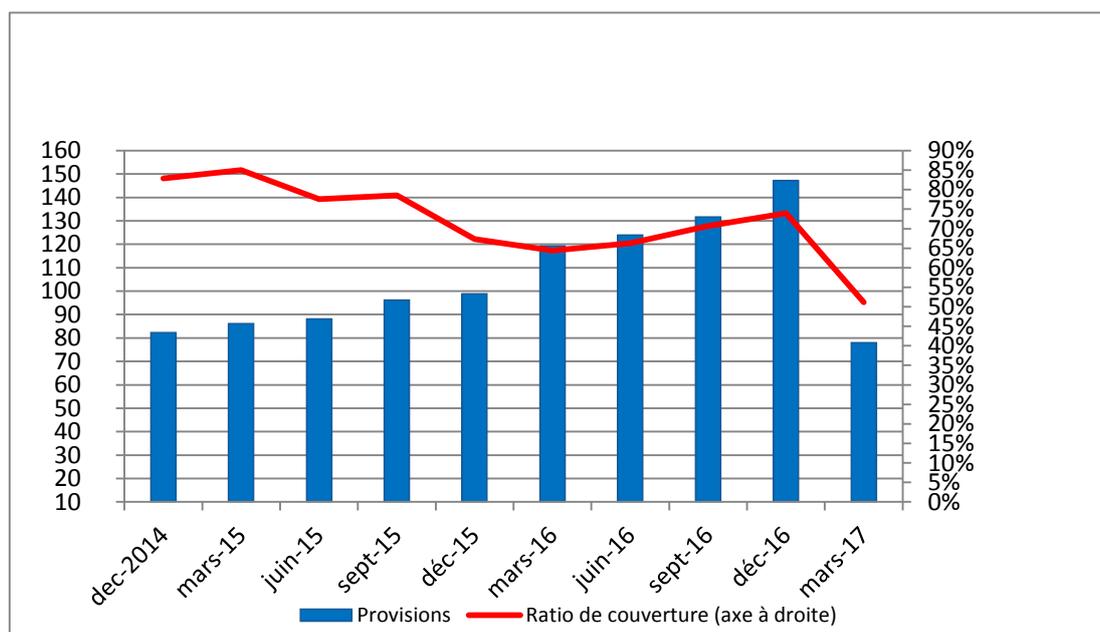
Graphique 16 : Evolution des prêts non performants



Source : BRB

En glissement annuel, les provisions pour dépréciation des créances ont baissé de 30,4%, revenant de 112.134,7 à 78.091,8 MBIF et ont diminué de 47% par rapport au trimestre précédent.

Graphique 17 : Evolution des provisions (en Mds de BIF) et taux de couverture (en %)



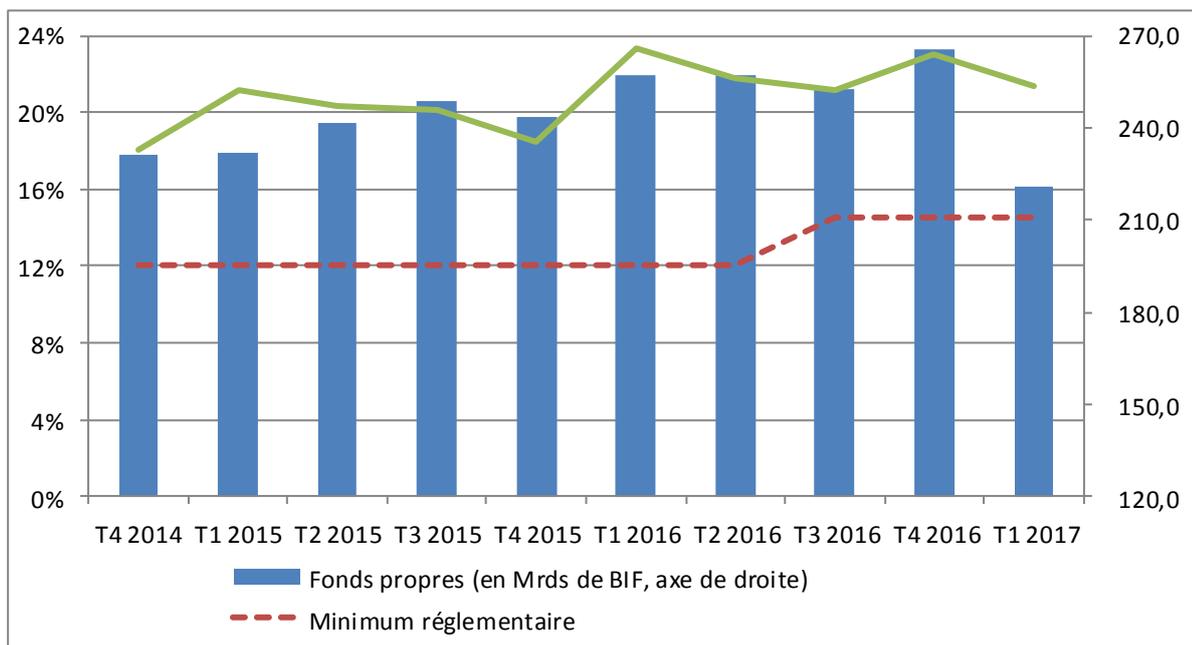
Source : BRB

Le taux de couverture des créances impayées s'est établi à 51,4% contre 64,4% à la même période de 2016 et à 74% à fin décembre 2016. La baisse de ce taux s'explique par la radiation progressive des créances compromises dans certains secteurs de l'économie qui s'étaient davantage détériorés (hôtellerie et tourisme).

2.5.3. Adéquation du capital

Le secteur bancaire reste bien capitalisé et dispose de fonds propres suffisants par rapport à la norme réglementaire. Le ratio de solvabilité globale a fléchi, s'établissant à 21,4% à fin mars 2017 contre 23% à fin décembre 2016, mais a largement dépassé le minimum réglementaire de 14,5%.

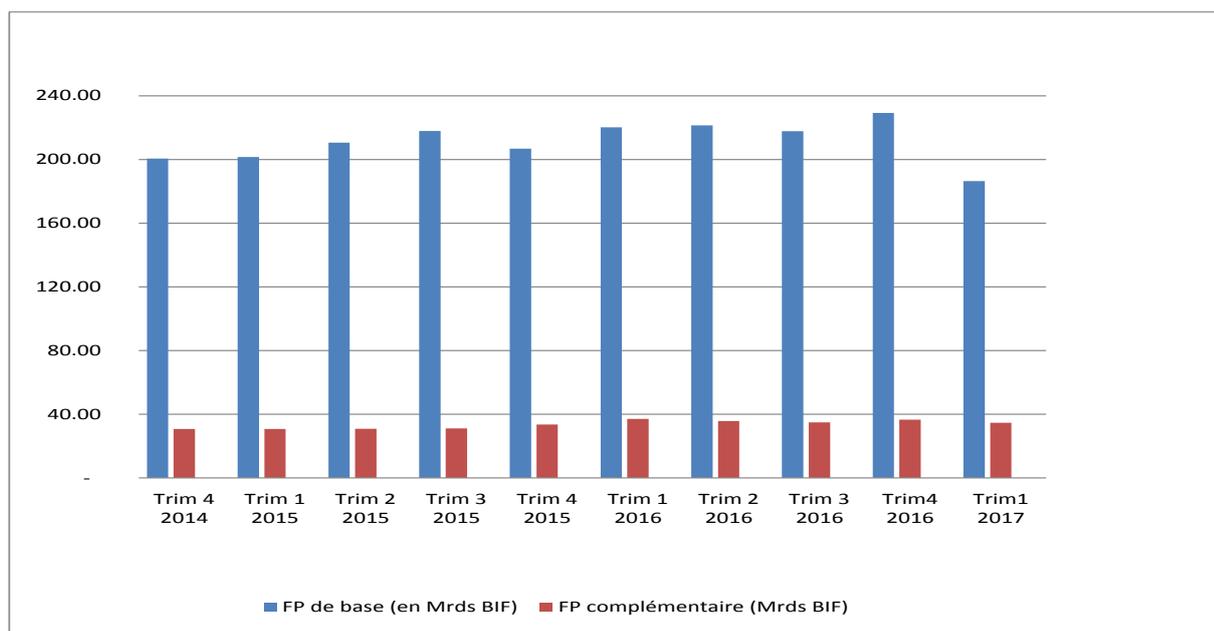
Graphique 18 : Evolution des fonds propres



Source : BRB

En glissement annuel, les fonds propres ont diminué de 14,1%, revenant de 257,3 à 221 Mrds de BIF, en liaison avec la baisse des résultats de certaines banques. De même, ils ont diminué de 18,7% par rapport au trimestre précédent.

Graphique 19 : Composition des fonds propres (en Mds de BIF)



Source : BRB

D'un trimestre à l'autre, le ratio des fonds propres de base a diminué de 1,7 point de pourcentage, mais reste largement au-dessus de la norme réglementaire de 12,5%, s'établissant à 18,1% à fin mars 2017 contre 19,8% à fin décembre 2016 et à 20% à la même période de 2016.

2.5.4. Rentabilité du secteur bancaire

En dépit de la baisse des créances impayées, le produit net bancaire est resté stable en glissement annuel, passant de 37.542,3 à 37.544,1 MBIF. En revanche, le résultat net des établissements de crédit a chuté, revenant de 6.110,1 à -10.040,6 MBIF. Cette baisse est liée à l'augmentation des provisions, suite à la mise en application effective depuis février 2017 du circulaire n° 12/2013 relatif à la classification des risques et la constitution des provisions des banques et établissements financiers. De même, le rendement moyen des actifs (ROA) et celui des fonds propres (ROE) ont baissé, revenant de 0,4% à -0,5% et de 2,4 à -4,5% respectivement.

CONCLUSION ET MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE

La croissance économique mondiale s'est accélérée au premier trimestre 2017, suite à l'affermissement de la demande mondiale et la bonne tenue des cours des produits de base. Les prix ont augmenté dans plusieurs pays avancés en liaison avec la hausse du prix des produits de base, mais le niveau d'inflation est resté globalement en dessous de l'objectif de 2%.

La croissance en Afrique subsaharienne resterait en deçà du taux moyen enregistré au cours des cinq dernières années, plusieurs pays étant confrontés à des déficits budgétaires élevés, à la baisse des réserves de change et à la sécheresse.

Les pays de la CEA ont gardé leur dynamisme de l'activité économique. Le taux de croissance est estimé à 6,3% en 2017 contre 6,1% en 2016, soit une moyenne supérieure à celle de l'Afrique subsaharienne qui est de 2,6%. Les prix ont augmenté dans tous les pays de la CAE, en liaison principalement avec la sécheresse qui a affectée la production agricole dans plusieurs parties de la région.

Au niveau de la conjoncture économique nationale, certaines productions du secteur primaire et secondaire ont baissé au cours du premier trimestre 2017. En effet, la production du thé sec a chuté de 26,8% par rapport à la même période de l'année précédente, revenant de 4.009 à 2.936 T, suite à la mauvaise pluviosité. Toutefois, la quantité du café vert produit s'est accrue, s'établissant à 1.586 contre 625 T au trimestre correspondant de 2016. La production industrielle s'est replié de 26,7% par rapport au trimestre précédent, l'indice moyen pondéré de la production industrielle revenant de 137,4 à 100,7.

Par rapport au trimestre précédent, l'inflation s'est sensiblement accrue (18,1 contre 7,5%), en rapport avec la hausse de l'inflation alimentaire (29,4 contre 10,1%) et non alimentaire (7,8 contre 5,6%). En moyenne annuelle, elle pourrait atteindre 12,5 contre 5,5% en 2016.

Les prévisions du Cadrage macroéconomique montrent un taux de croissance du PIB de 2,5% en 2017 contre 1,7% en 2016, suite principalement à l'amélioration de l'activité dans le secteur tertiaire.

La balance des paiements a enregistré un besoin de financement plus allégé que celui de la même période de l'année précédente. Les réserves officielles de change se sont accrues par rapport à fin mars 2016, passant de 95,35 à 102,25 MUSD et couvrent 1,7 contre 1,4 mois d'importations.

Le déficit des finances publiques s'est amélioré en rapport avec l'augmentation des recettes publiques et la diminution des dépenses. Ce déficit a été principalement financé par l'endettement intérieur.

Dans le secteur monétaire, les réserves des banques commerciales se sont améliorées au cours du premier trimestre 2017, ce qui a entraîné la diminution des apports de liquidité. Au premier trimestre 2017, la base monétaire et la masse monétaire ont respectivement progressé de 10,1 et 5,0%, en liaison avec l'accroissement à la fois des avoirs intérieurs et extérieurs nets.

Le secteur bancaire est demeuré suffisamment capitalisé et solvable. Bien que la qualité du portefeuille crédit se soit améliorée, les provisions pour couvrir les risques crédit ont fortement augmenté entraînant ainsi la baisse de la rentabilité.

Pour faciliter le financement des investissements productifs par le secteur bancaire, la BRB a poursuivi, au cours du premier trimestre 2017, les mesures d'assouplissement des conditions de refinancement pour stimuler les banques commerciales à continuer à financer davantage l'économie.

Les mesures préconisées par la BRB pour la période à venir consistent notamment à :

1. Continuer à fournir aux banques la liquidité nécessaire au financement de l'économie jusqu'à ce que leurs réserves s'améliorent ;
2. Maintenir les échéances de 7;14 et 28 jours pour les apports de liquidités ;
3. Refinancer la campagne café 2017-2018 à travers les appels d'offres de liquidité à taux fixe de 2%;
4. Poursuivre les interventions sur le marché de changes pour faciliter les importations des produits essentiels.

ANNEXES

ANNEXE 1 : PIB PAR BRANCHE (AU PRIX DE 2005) en Mds de BIF

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Secteur primaire	476.3	516.4	497.9	499.5	489.4	487.9
- Agriculture vivrière	404.2	465.7	442.2	433.9	417.8	405.3
- Agriculture d'exportation	19.3	16.6	18.4	22.1	20.5	24.7
- Café	9.8	2.6	3.2	4.9	4.2	5.7
- Thé	7.7	13.0	14.2	16.2	15.4	18.0
- Autres cultures d'exportation	1.8	1.0	1.0	1.0	0.9	1.0
- Forêt	10.2	11.2	11.9	13.4	15.1	16.7
- Elevage	39.0	20.2	22.4	26.7	32.0	36.8
- Pêche	3.6	2.6	3.0	3.4	3.9	4.3
Secteur secondaire	290.2	297.3	315.7	307.3	311.7	305.9
- Extraction	9.0	9.5	8.4	8.0	7.8	8.6
- Industries	183.5	187.5	211.9	213.5	219.1	214.0
- Industries agroalimentaires	131.6	134.5	155.7	157.0	160.6	157.4
- Industries manufacturières	51.9	53.0	56.2	56.5	58.5	56.6
- Industries textiles	4.7	5.8	4.3	4.0	3.9	3.6
- Autres industries manufacturières	47.2	47.3	51.9	52.5	54.6	53.0
- Electricité, gaz et eau	7.3	7.7	7.9	7.1	7.2	7.3
- Construction	90.4	92.5	87.5	78.7	77.5	76.0
Secteur tertiaire	701.3	721.1	784.4	803.0	840.1	870.5
- Commerce	85.9	71.2	79.4	73.9	75.4	74.6
- Transport et communication	54.4	51.4	67.6	67.7	71.4	75.2
- Transport	17.7	14.4	15.6	12.7	13.2	12.9
- Services des Postes, Télécommunic	36.7	36.9	52.0	55.0	58.2	62.2
- Banques et Assurances	85.1	85.9	98.2	117.3	129.0	141.9
- Hébergement, Restauration et autre	136.2	138.0	124.9	125.1	125.7	126.6
- Administration publique	200.9	228.2	272.9	288.3	305.6	325.5
- Education	187.2	188.1	195.6	204.7	213.9	224.6
- Santé et action sociale	12.3	12.8	13.4	14.0	15.6	17.4
- Activités à caractère collectif ou per	26.7	33.0	47.1	50.8	54.8	59.1
- Services domestiques	5.1	4.8	4.7	5.1	5.5	6.0
- SIFIM	-92.5	-92.4	-119.4	-143.9	-156.9	-180.4
PIB aux coûts des facteurs	1467.8	1534.7	1598.0	1609.8	1641.2	1664.3
Impôts et taxes nets	170.7	184.4	194.0	176.3	175.7	197.8
PIB aux prix du marché	1638.4	1719.1	1792.0	1786.1	1816.9	1862.1

Source : MBGP

ANNEXE 2 : INFLATION PAR PRINCIPALES COMPOSANTES (EN %)

Période	Inflation Générale	Inflation alimentaire	Inflation non alimentaire
Dec-14	3.70	-0.80	7.40
Jan-15	3.43	-1.62	7.42
Feb-15	1.17	-3.20	4.33
Mar-15	4.73	2.02	6.70
Apr-15	7.48	8.61	6.59
May-15	7.22	8.51	6.18
Jun-15	7.70	10.09	5.78
Jul-15	7.96	10.62	6.02
Aug-15	4.22	4.58	3.92
Sep-15	4.12	4.79	3.72
Oct-15	5.61	5.51	5.66
Nov-15	5.77	7.38	4.58
Dec-15	7.14	12.10	3.45
Jan-16	6.36	9.96	3.80
Feb-16	6.67	11.13	3.59
Mar-16	4.24	6.51	2.64
Apr-16	2.66	2.41	2.81
May-16	2.64	2.83	2.64
Jun-16	3.80	4.04	3.73
Jul-16	3.96	4.48	3.52
Aug-16	6.63	7.71	5.84
Sep-16	6.99	8.09	6.28
Oct-16	5.95	7.02	5.26
Nov-16	7.09	9.10	5.64
Dec-16	9.54	13.94	6.03
Jan-17	12.86	20.42	7.38
Feb-17	20.46	33.34	7.38
Mar-17	21.07	34.42	8.55

Source : ISTEERBU

ANNEXE 3 : OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT(EN MBIF)

Période	Recettes	Dons	Recettes et Dons	Dépenses	Solde global
2010	393,170.0	238,073.1	631,243.1	673,537.6	-42,294.5
2011	474,526.7	204,362.7	678,889.4	768,962.4	-90,073.0
2012	550,780.0	154,949.5	705,729.5	825,482.6	-119,753.1
2013	566,995.8	274,662.0	841,657.8	953,819.7	-112,161.9
2013	302,027.9	100,993.4	403,021.3	521,046.3	-118,025.0
2014	663,212.0	213,828.5	877,040.5	1,059,286.0	-182,245.5
Jan-15	56,596.8	7,077.8	63,674.6	63,955.3	-280.7
Feb-15	44,280.4	8,965.7	53,246.1	125,689.5	-72,443.3
Mar-15	67,430.9	59,072.7	126,503.6	93,290.0	33,213.6
Apr-15	38,280.6	9,198.7	47,479.3	75,671.9	-28,192.6
May-15	33,698.1	8,545.8	42,243.9	73,923.2	-31,679.3
Jun-15	43,575.4	5,386.9	48,962.3	85,680.0	-36,717.7
Jul-15	44,700.2	3,579.6	48,279.8	90,280.3	-42,000.5
Aug-15	43,214.8	7,420.1	50,634.9	54,005.2	-3,370.4
Sep-15	55,763.4	3,078.8	58,842.2	65,862.8	-7,020.6
Oct-15	45,667.9	5,352.5	51,020.4	122,703.2	-71,682.8
Nov-15	45,319.8	13,069.2	58,389.0	90,740.8	-32,351.8
Dec-15	69,311.4	11,254.8	80,566.2	56,764.8	23,801.4
Jan-16	47,235.2	5,895.7	53,130.9	64,664.0	-11,533.1
Feb-16	43,956.0	4,688.2	48,644.1	62,680.5	-14,036.4
Mar-16	58,603.8	10,580.4	69,184.2	97,762.6	-28,578.4
Apr-16	50,478.8	5,930.5	56,409.3	94,594.0	-38,184.8
May-16	45,205.0	12,366.3	57,571.3	86,441.6	-28,870.3
Jun-16	60,148.7	11,341.8	71,490.5	76,846.7	-5,356.2
Jul-16	50,971.9	3,203.4	54,175.2	71,991.2	-17,815.9
Aug-16	55,808.9	4,202.5	60,011.4	73,289.7	-13,278.4
Sep-16	63,489.3	10,797.4	74,286.7	101,298.7	-27,012.0
Oct-16	47,249.9	12,755.9	60,005.8	102,470.2	-42,464.4
Nov-16	55,678.3	15,941.6	71,619.8	101,647.3	-30,027.5
Dec-16	59,232.6	21,314.8	80,547.4	110,352.1	-29,804.7
Jan-17	53,627.7	7,058.3	60,686.0	64,415.6	-3,729.6
Feb-17	51,656.9	10,991.7	62,648.5	84,274.1	-21,625.6
Mar-17	73,064.8	13,243.6	86,308.4	87,906.1	-1,597.8

Source : MFBP

ANNEXE 4 : DETTE PUBLIQUE (EN MBIF)

Période	BRB	Bons et Obl.	Dettes		Dettes Publiques Totales
			intérieure Totale	extérieure	
Dec-13	396,574.3	182,925.5	597,961.8	615,707.6	1,193,127.0
Dec-14	448,063.6	230,040.0	730,117.7	656,563.7	1,386,681.4
Jan-15	415,348.9	234,876.2	700,802.7	647,955.8	1,348,758.5
Feb-15	462,738.1	226,560.5	742,639.7	638,075.7	1,380,715.4
Mar-15	412,400.5	236,500.5	700,570.5	640,016.5	1,340,587.0
Apr-15	440,884.9	244,945.9	735,771.4	652,359.8	1,388,131.2
May-15	464,369.0	267,078.3	780,510.9	656,943.3	1,437,454.2
Jun-15	504,411.7	270,621.1	822,353.3	654,283.0	1,476,636.3
Jul-15	505,143.9	279,646.9	833,302.3	658,966.9	1,492,269.2
Aug-15	541,329.4	275,468.0	864,989.3	660,662.7	1,525,652.0
Sep-15	577,421.6	286,853.4	914,862.2	661,399.1	1,576,261.3
Oct-15	602,681.6	304,366.0	961,782.5	659,207.1	1,620,989.7
Nov-15	609,699.2	333,539.1	999,549.4	691,234.5	1,690,783.9
Dec-15	641,724.6	378,907.0	1,070,572.8	677,558.0	1,748,130.9
Jan-16	598,712.1	388,365.1	1,036,632.1	689,902.5	1,726,534.6
Feb-16	626,840.4	402,426.2	1,082,134.6	700,034.1	1,782,168.7
Mar-16	635,625.1	417,680.2	1,102,579.7	720,621.3	1,823,201.0
Apr-16	640,405.2	438,638.3	1,133,874.3	725,571.4	1,859,445.7
May-16	655,244.3	455,349.6	1,164,818.5	728,163.5	1,892,982.0
Jun-16	650,423.6	475,292.9	1,178,665.3	730,813.1	1,909,478.4
Jul-16	646,289.0	493,502.0	1,193,872.2	727,209.5	1,921,081.7
Aug-16	636,965.6	508,501.5	1,193,198.6	732,015.8	1,925,214.4
Sep-16	644,432.0	527,286.3	1,218,538.7	735,936.6	1,954,475.3
Oct-16	660,707.0	536,420.8	1,244,230.7	728,267.9	1,972,498.6
Nov-16	689,148.0	551,790.1	1,288,313.0	726,440.8	2,014,753.8
Dec-16	752,299.8	584,745.3	1,374,763.3	723,848.1	2,098,611.5
Jan-17	708,968.9	583,970.9	1,331,189.2	729,207.7	2,060,397.0
Feb-17	720,858.9	613,931.0	1,372,920.9	732,729.3	2,105,650.2
Mar-17	741,269.6	627,821.5	1,411,882.1	720,434.9	2,132,317.0

Source : BRB et MFDP

ANNEXE 6 : RESERVES DES BANQUES (en MBIF)

Période	Réserves totales des banques	Interventions de la Banque Centrale
janv-15	90,537	351
fév-15	91,457	640
mars-15	82,679	879
avr-15	53,276	8,612
mai-15	54,201	6,378
juin-15	42,281	9,473
juil-15	51,958	14,307
août-15	58,092	8,528
sept-15	65,194	4,106
oct-15	84,011	3,098
nov-15	85,173	7,812
déc-15	77,701	14,297
janv-16	77,387	26,612
fév-16	78,306	42,674
mars-16	82,764	54,697
avr-16	87,956	68,814
mai-16	87,670	74,277
Juin-16	93,246	92,597
juil-16	86,858	108,222
août-16	91,507	107,836
sept-16	87,838	113,433
Oct-16	109,621	105,762
Nov-16	107,734	98,571
déc-16	128,013	100,523
janv - 17	128,121	85,131
fév-17	128,819	89,580
mars-17	133,497	93,972

Source : BRB

ANNEXE 7 : TAUX D'INTERETS DU MARCHE MONETAIRE (en %)

Mois	Marché interbancaire	Facilité de prêt marginal	Apport de liquidité	Reprise de liquidité	Bons du Trésor à 13 semaines
Jan-15	7.50	10.29	-	-	7.29
Feb-15	7.76	8.18	-	-	5.18
Mar-15	7.63	7.97	-	-	4.97
Apr-15	8.57	8.37	7.93	-	5.37
May-15	8.04	14.07	8.27	-	11.07
Jun-15	9.05	14.38	9.06	-	11.38
Jul-15	7.37	14.85	7.03	-	11.85
Aug-15	6.61	16.34	7.10	-	13.34
Sep-15	8.10	16.17	7.31	-	13.17
Oct-15	7.03	14.89	7.43	-	11.89
Nov-15	7.55	13.17	4.37	-	10.17
Dec-15	5.00	9.82	3.40	-	6.82
Jan-16	5.00	9.44	3.46	-	6.44
Feb-16	5.00	9.41	3.38	-	6.41
Mar-16	5.40	9.21	3.27	-	6.21
Apr-16	-	9.58	3.32	-	6.58
May-16	4.56	9.45	3.30	-	6.45
Jun-16	-	8.92	3.14	-	5.92
Jul-16	5.00	8.84	3.18	-	5.84
Aug-16	-	7.98	3.14	-	4.98
Sep-16	3.50	7.79	3.09	-	4.79
Oct-16	3.50	7.55	2.98	-	4.55
Nov-16	3.85	6.80	2.55	-	3.80
Dec-16	-	7.64	2.38	-	4.64
Jan-17	3.12	7.91	2.40	-	4.91
Feb-17	5.18	8.50	3.72	-	5.50
Mar-17	6.00	9.01	4.92	-	6.01

Source : BRB

ANNEXE 8 : PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITE DU SECTEUR BANCAIRE (en MBIF)

Rubriques	Total secteur bancaire		
	3/31/2016	3/31/2017	Variation en %
I. EMPLOIS	1,695,836.7	1,854,974.5	9.4
PRINCIPAUX EMPLOIS	1,353,524.6	1,506,658.8	11.3
A. Actifs Liquidites	546,340.1	775,559.2	42.0
. Caisse	41,499.9	46,142.4	11.2
. B.R.B.	102,295.5	167,955.5	64.2
. Banques & Etablissements Financiers	105,561.7	60,631.3	-42.6
. Endettement direct de l'Etat	296,983.0	500,830.0	68.6
<i>Bons, Obligations du Trésor</i>	<i>266,265.5</i>	<i>481,200.7</i>	<i>80.7</i>
<i>Autres crédits à l'Etat</i>	<i>30,717.5</i>	<i>19,629.3</i>	<i>-36.1</i>
B. Crédits	807,184.5	731,099.6	-9.4
. Court terme	472,656.1	409,108.3	-13.4
. Moyen terme	215,393.1	191,151.6	-11.3
. Long terme	119,135.3	130,839.7	9.8
. Crédits bail	-	-	-
. Autres crédits	-	-	-
C. Autres	342,312.1	348,315.7	1.8
II. RESSOURCES	1,695,836.7	1,854,974.5	9.4
Principales ressources	1,185,253.3	1,306,612.8	10.2
. Clientèle	981,207.6	1,081,298.8	10.2
<i>dont: dix grands dépôts</i>	<i>227,659.0</i>	<i>338,918.6</i>	<i>48.9</i>
. Refinancement auprès B.R.B.	65,386.6	91,465.2	39.9
. Autres	-	-	-
Banques & Etablissements Financiers	138,659.1	133,848.8	-3.5
<i>dont : Résidents</i>	<i>69,361.8</i>	<i>71,643.4</i>	<i>3.3</i>
Autres	510,583.4	548,361.7	7.4
IV. INDICATEURS DU SECTEUR BANCAIRE			
Adéquation des fonds propres			
. Fonds propres de base nets (en MBIF)	220,249.2	186,398.9	-15.4
. Fonds propres (en MBIF)	257,307.5	221,036.9	-14.1
. Risques pondérés	1,103,311.7	1,031,938.9	-6.5
. Ratio de solvabilité de base (norme 12,5%)	20.0	18.1	
. Ratio de solvabilité globale (norme 14,5%)	23.3	21.4	
. Ratio de levier (norme 7%)	14.6	13.9	
Qualité et concentration des crédits			
Grands risques	146,746.9	144,676.8	-1.4
Créances à surveiller	40,401.6	49,778.1	23.2
Créances Non performantes	144,903.2	102,787.5	-29.1
Impayés	185,304.8	152,565.6	-17.7
Provisions constituées	112,134.7	78,091.8	-30.4
Total crédits bruts/Total actifs bruts (en %)	47.6	39.4	
Prêts à l'Etat/Total actifs bruts (*)	19.0	29.2	
Prêts à l'Etat/Fonds propres de base (*)	151.2	311.1	
Taux des prêts non performants	18.0	14.1	
Taux d'impayés	23.0	20.9	
Taux de provisionnement (en %)	77.4	76.0	
. Grands risques/Total crédits bruts (en %)	18.2	19.8	
Liquidité			
. Coefficient de liquidité en BIF(*)	42.6	57.2	
. Coefficient de liquidité en devises (*)	106.4	118.4	
Total crédits/total dépôts (*)	82.3	67.6	
Rapport entre ressources Stables et Emplois Immobilisés	133.8	166.1	
Dix gros dépôts/Total dépôts (*)	23.2	31.3	
Rentabilité et performance			
Résultat avant impôt	8,847.3	8,684.1	-1.8
Résultat net de l'exercice	6,110.1	-10,040.6	-264.3
Produit Net Bancaire	37,542.3	37,544.1	0.0
Taux de rendement des fonds propres (**)	2.4%	-4.5%	
Taux de rendement des actifs (**)	0.4%	-0.5%	

Source : BRB